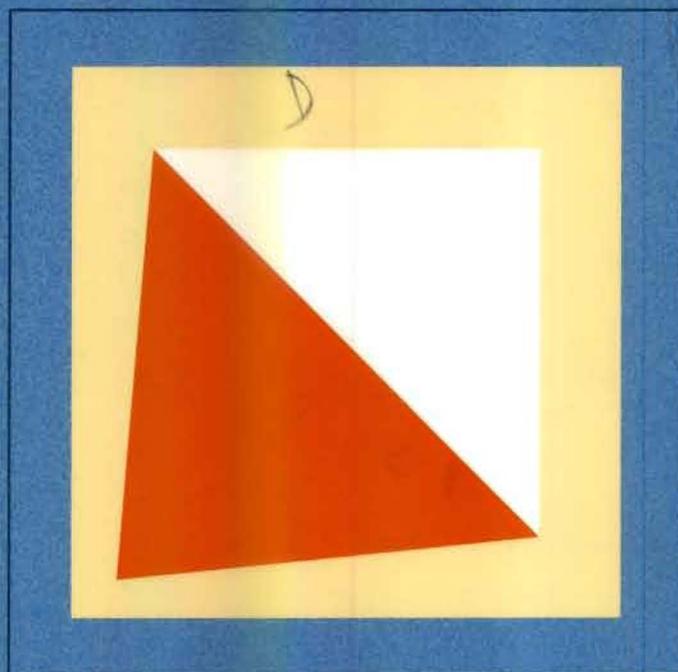


2001



Situation et perspectives

ÉTUDE ÉCONOMIQUE DE L'AMÉRIQUE
LATINE ET LES CARAÏBES 2000-2001



NACIONES UNIDAS

CEPAL
ECLAC

Notes

Les tableaux qui figurent dans cette publication comportent les signes suivants.

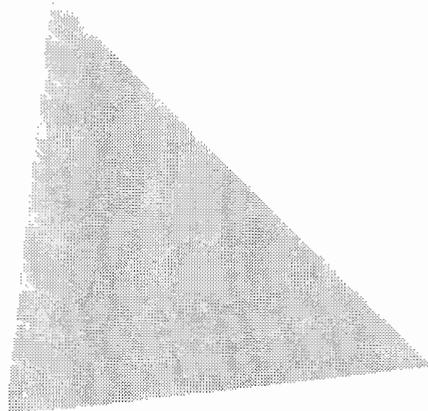
Trois points (...) indiquent un manque d'information, une information non présentée séparément ou non disponible.

Le tiret (-) indique que la quantité est nulle ou négligeable.

Le point (.) est utilisé pour séparer les décimales.

Le terme "dollar" concerne le dollar des Etats-Unis d'Amérique, sauf indication contraire.

2001



Situation et Perspectives

**ÉTUDE ÉCONOMIQUE DE L'AMÉRIQUE
LATINE ET LES CARAÏBES 2000-2001**



UNITED NATIONS



Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)
Santiago du Chili, mars 2002

LC/G.2142-P
Mars 2002

Copyright © Nations Unies 2002
Tous droits réservés
Imprimé à Santiago du Chili

La reproduction totale ou partielle de ce document requiert l'autorisation du Secrétaire du Comité des publications, siège des Nations Unies, New York N.Y.10017, Etats-Unis. Les Etats membres et leurs organismes gouvernementaux sont dispensés de cette autorisation préalable. Il leur est toutefois demandé de mentionner la source et d'informer les Nations Unies de cette reproduction.

PUBLICATION DES NATIONS UNIES

Numéro de vente : F.01.II.G.121

ISBN 92-1-221038-4

TABLE DES MATIÈRES

PROLOGUE	7
SITUATION ET PERSPECTIVES EN 2001	9
1. Introduction	9
2. Le secteur extérieur	12
3. La politique macroéconomique et les réformes	17
4. Les résultats économiques internes	24
 GRAPHIQUES	
Graphique 1 L'Amérique latine et les Caraïbes: Produit intérieur brut	11
Graphique 2 L'Amérique latine et les Caraïbes: Balance des opérations en compte courant	13
Graphique 3 Indice des prix des produits de bases autres que les carburants exportés par L'Amérique latine et les Caraïbes	14
Graphique 4 L'Amérique latine et les Caraïbes: Commerce de marchandises	15
Graphique 5 L'Amérique latine et les Caraïbes: Montant des émissions internationales d'obligations	16
Graphique 6 L'Amérique latine et les Caraïbes: Coût et terme des émissions internationales d'obligations	17
Graphique 7 L'Amérique latine et les Caraïbes: Indice trimestriel du taux de change bilatéral réel par rapport au dollar, 1999-2001	18
Graphique 8 L'Amérique latine et les Caraïbes: Taux de change effectif réel	19
Graphique 9 L'Amérique latine et les Caraïbes: Taux d'intérêt réel annualisés	21
Graphique 10 L'Amérique latine et les Caraïbes: Indice des conditions monétaires, 1999-2001	22
Graphique 11 L'Amérique latine et les Caraïbes: Résultat financier du secteur public non financier	23
Graphique 12 L'Amérique latine et les Caraïbes: Produit intérieur brut	25
Graphique 13 L'Amérique latine et les Caraïbes: Prix à la consommation	27
Graphique 14 L'Amérique latine et les Caraïbes: Niveau de l'emploi urbain	28
Graphique 15 L'Amérique latine et les Caraïbes: Le chômage urbain	29
 ANNEXE STATISTIQUE	
Tableau A-1 L'Amérique latine et les Caraïbes: Principaux indicateurs économiques	33
Tableau A-2 L'Amérique latine et les Caraïbes: Produit intérieur brut	34
Tableau A-3 L'Amérique latine et les Caraïbes: Produit intérieur brut par habitant	35
Tableau A-4 L'Amérique latine et les Caraïbes: Financement de l'investissement intérieur brut	36
Tableau A-5 L'Amérique latine et les Caraïbes: Formation brute de capital fixe	36
Tableau A-6 L'Amérique latine et les Caraïbes: Chômage urbain	37
Tableau A-7 L'Amérique latine et les Caraïbes: Prix à la consommation	38
Tableau A-8 L'Amérique latine et les Caraïbes: Comptabilité du secteur public non financier	39
Tableau A - 9 L'Amérique latine et les Caraïbes: Exportations et importations de marchandises, FOB	39
Tableau A-10 L'Amérique latine et les Caraïbes: Exportations de marchandises, FOB	40
Tableau A-11 L'Amérique latine et les Caraïbes: Importations de marchandises, FOB	41
Tableau A-12 L'Amérique latine et les Caraïbes: Termes de l'échange de marchandises FOB/FOB	42
Tableau A-13 L'Amérique latine et les Caraïbes: Balance des paiements	43
Tableau A-14 L'Amérique latine et les Caraïbes: Montants décaissés de la dette extérieure brute	44

PROLOGUE



Cette publication correspond au premier chapitre de *Estudio económico de América Latina y el Caribe 2000-2001*, publié simultanément en espagnol et en anglais. On y présente une évaluation de l'économie de la région à la fin du premier semestre 2001, ainsi que des perspectives pour le restant de l'année. Cette évaluation aborde les principaux aspects de l'économie régionale: le secteur externe, la politique macro-économique, le taux d'activité, d'inflation, d'emploi, d'épargne et d'investissement. Ce document est accompagné d'un annexe statistique contenant 14 tableaux et une série de données couvrant jusque l'an 2000. La distribution massive de cette publication vise à remplir le rôle que jouait le *Panorama económico de América Latina*, publié en septembre de chaque année de 1985 à 1996, moyennant la présentation de l'information relative aux tendances économiques de la région durant le premier semestre de l'année, à la lumière du comportement économique de l'année précédente.

La version complète de *Estudio económico* sera publiée en espagnol et en anglais au mois de septembre, accompagnée d'un CD-ROM contenant les tableaux qui reflètent la situation des pays et de la région.

SITUATION ET PERSPECTIVES EN 2001

1. INTRODUCTION

A la suite d'une conjoncture externe nettement moins favorable que prévu et à des conditions négatives sur le plan interne, dont les problèmes de distribution de l'énergie électrique au Brésil, une demande intérieure déprimée et des problèmes politiques dans d'autres pays, 2001 va probablement être une année décevante pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Les projections de croissance du PIB régional ont été à plusieurs reprises recalculées à la baisse. Selon les prévisions au début du deuxième semestre de l'année, le produit connaîtrait une progression de près de 2%, ce qui équivaut à peine à la moitié de l'augmentation de 4% enregistrée en l'an 2000.¹ Ce faible taux de croissance sera accompagné d'un fléchissement soutenu de l'inflation (la moyenne régionale pour le premier semestre est inférieure à 8%), mais aussi d'une stagnation du niveau élevé de chômage (qui est de l'ordre de 8.5% de la population active de la région). On prévoit une aggravation du déficit du compte des opérations courantes, qui devrait atteindre 58 milliards de dollars (3% du PIB), après avoir été de 47 milliards l'année antérieure (2.5% du PIB). Cette évolution obéit essentiellement à la réduction de l'excédent du Venezuela résultant de la baisse des prix du pétrole. Ce déficit devrait être couvert par des entrées de capital d'environ 60 milliards de dollars (voir le tableau 1).

Deux éléments se distinguent nettement dans cet environnement extérieur aléatoire: en premier lieu, le ralentissement de la croissance économique mondiale, amorcée par une diminution du taux d'expansion des Etats-Unis d'Amérique, qui s'est ensuite étendue à l'Europe et aux pays asiatiques en développement, et sur laquelle est venue se greffer la récession qui touche à nouveau le Japon. Les projections de croissance mondiale se situent autour de 2 et 2.5%, qui contrastent avec le chiffre de 4% en l'an 2000 et ont été à plusieurs reprises revues à la baisse. Ce ralentissement du taux de croissance s'est transmis d'un pays à l'autre à la faveur d'un fléchissement marqué des échanges mondiaux. Tous ces facteurs expliquent que les économies de l'Amérique latine et des Caraïbes doivent actuellement faire face à une demande réduite et une baisse des prix de leurs produits d'exportation.

En deuxième lieu, les marchés financiers internationaux qui intéressent les pays en développement ne se sont pas encore tout à fait remis des crises asiatique et russe des années 1997-1998. En effet, depuis lors, le coût du crédit sur les marchés émergents est resté élevé, les périodes de remboursement sont, d'une manière générale, assez courtes et la disponibilité de crédit, instable. D'autre part, durant le dernier épisode

¹ La forte réduction des projections de croissance pour 2001 est une constante dans toutes les sources, privées et publiques, pour ce qui est des principales économies. Dans le cas de la CEPALC, la projection actuelle de 2% est nettement inférieure au taux de croissance de 2.7 à 3% estimé en mai 2001 ainsi qu'à la projection de 3.8% réalisée en décembre 2000. Voir CEPALC, *Perspectivas de América Latina en el nuevo contexto internacional de 2001*, série Estudios estadísticos y prospectivos, N° 13 (LC/L.1554-P), Santiago du Chili, juin 2001, et Balance preliminar de las economías de América Latina y el Caribe, 2000 (LC/G.2123-P), Santiago du Chili, décembre 2000.

Tableau 1
L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES: PRINCIPAUX
INDICATEURS ÉCONOMIQUES

	1999	2000	2001 ^a
Taux annuels de variation			
Activités économiques et prix			
Produit intérieur brut	0.4	4.1	2.0
Produit intérieur brut par habitant	-1.1	2.5	0.5
Prix à la consommation ^b	9.5	8.7	7.5
Pourcentages			
Chômage urbain visible	8.8	8.5	8.5
Solde budgétaire/PIB	-3.1	-2.4	-3.0
Total montants décaissés dette extérieure/PIB ^c	42.7	37.5	39.0
Dette extérieure/exportations de biens et de services	217.9	176.0	178.0
Milliards de dollars			
Secteur extérieur			
Exportations de biens et de services.	341	406	425
Importations de biens et de services	361	418	446
Balance commerciale des biens et de services	-20	-12	-21
Balance du compte des opérations courantes	-56	-47	-58
Balance des comptes de capital et de financement ^d	44	67	60

Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

^a Estimations préliminaires sujettes à révision.

^b Variation de décembre à décembre.

^c Estimations sur la base de chiffres en dollars aux prix courants.

^d Comprend les erreurs et omissions.

d'instabilité, les sources de nouveaux crédits qu'étaient les prêts bancaires et les investissements en actions se sont tariées et les marchés des obligations sont essentiellement utilisés pour refinancer la dette. S'il est vrai que tous les marchés émergents ont souffert de ces contraintes, l'accès des pays latino-américains a été particulièrement compromis au cours de ces derniers mois par l'inquiétude suscitée chez les investisseurs par la situation de l'Argentine et l'éventuel effet de contagion que celle-ci pourrait engendrer dans d'autres économies de la région.

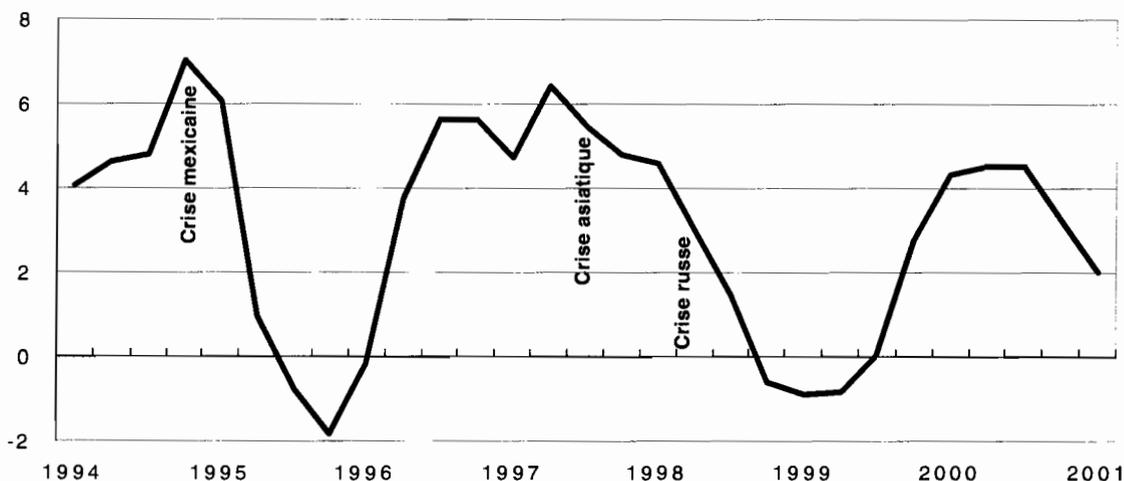
En dépit des problèmes que connaissent les marchés financiers, l'investissement étranger direct reste une source fiable de ressources pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Malgré une diminution probable par rapport à l'année précédente, l'entrée de ce type d'investissements devrait représenter quelque 50 milliards de dollars. La hausse enregistrée au Mexique

devrait partiellement compenser le fléchissement observé en Argentine et au Brésil. Les revenus captés grâce à l'émission de bons seront à nouveau destinés en majeure partie au refinancement de l'encours de la dette, parallèlement à une augmentation des crédits multilatéraux. D'une manière générale, les entrées nettes de capital autonome dans la région représenteront cette année un montant similaire à la moyenne de la période 1998-2000. Des crédits compensatoires seront également mis à contribution. L'Argentine et le Brésil ont déjà annoncé des retraits de fonds des montages financiers approuvés aux fins de l'assistance. Les tendances susmentionnées devraient se traduire, pour la troisième année consécutive, par un transfert pratiquement nul de ressources extérieures vers la région.

Cette situation léthargique des marchés mondiaux au cours du premier semestre de l'année s'est traduite, pour le commerce régional, par un ralentissement du taux de croissance des exportations. Les déficits dans la balance commerciale et des opérations en compte courant vont se creuser, comme conséquence de l'augmentation relativement rapide des importations dans plusieurs pays. Parmi les pays dont les exportations continuent de s'accroître à un rythme relativement accéléré se trouvent le Brésil et certains de ses partenaires du Mercosur. Les exportations du Mexique continuent elles aussi de suivre une courbe ascendante, bien que l'expansion ait été nettement plus lente que l'année dernière. Dans les autres pays, les exportations ont soit stagné soit diminué. En revanche, les importations ont augmenté pour atteindre des taux à deux chiffres au Brésil, en Colombie, en Equateur et au Paraguay durant le premier semestre, alors qu'elles ont diminué en termes relatifs et même absolus dans les autres pays. Pendant le deuxième semestre, les importations vont probablement connaître un ralentissement et les recettes au titre des exportations vont probablement enregistrer une nouvelle baisse.

La conjoncture macroéconomique interne a tendu à exacerber la contraction provoquée par le secteur extérieur. La principale variable de ce processus s'est présentée dans le domaine monétaire car, en termes réels, le crédit s'est fait rare, même dans les économies où les taux d'intérêt ont été réduits. Les pays ayant un régime de taux de change flottant ont, à l'exception du Mexique, enregistré une tendance à la dévaluation du taux de change réel par rapport au dollar. Dans les autres économies, l'évolution des taux de change a été variable. La forte appréciation du dollar par rapport aux autres monnaies internationales a toutefois entraîné, dans toute la région, une nouvelle baisse du taux de change effectif réel moyen et une perte de compétitivité commerciale. Sur cette situation vient se greffer, dans le cas des pays

Graphique 1
L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES: PRODUIT INTÉRIEUR BRUT^a
 (Pourcentages de variation par rapport au même trimestre de l'année précédente)



Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

^a Comprend l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Mexique, le Pérou et le Venezuela.

dont les échanges intra régionaux sont importants, l'effet exercé par les fluctuations du taux de change de leurs partenaires commerciaux au sein de la région.

Contrairement à d'autres tendances macro-économiques, la politique budgétaire a eu, d'une manière générale, des effets plus favorables sur la demande intérieure. Le déficit budgétaire va s'aggraver dans la plupart des pays en raison de facteurs endogènes: en effet, le ralentissement de la croissance et la baisse des prix des matières premières se sont traduits par une diminution du recouvrement fiscal, alors que la persistance de taux élevés de chômage et la hausse des intérêts ont obligé à une augmentation des dépenses. La conséquence générale de ces tendances macro-économiques a été une progression plus lente de la demande intérieure, tant aux fins de l'investissement que de la consommation. La persistance des problèmes que connaît le marché de l'emploi, thème qui est analysé plus loin, freine également la consommation et, partant, l'investissement.

Le ralentissement de la croissance est particulièrement frustrant car, au début de l'année dernière, la situation autorisait à penser que les économies de la région allaient amorcer un nouveau cycle de croissance, après la récession de 1999. Les taux de croissance ont connu une reprise qui s'est prolongée du deuxième trimestre de 1999 jusqu'au premier trimestre de l'an 2000 (voir le graphique 1); cependant, après avoir un niveau record légèrement supérieur à 4% durant ce dernier trimestre, ils sont restés inchangés pour

ensuite commencer à fléchir à partir du quatrième trimestre, tendance qui est poursuivie durant le premier semestre 2001. Une certaine relance est attendue actuellement pour le deuxième semestre, mais il serait vain d'espérer une reprise plus stable de la croissance économique avant l'année prochaine.

Un des aspects majeurs du processus de croissance en 2001 est la réduction de l'écart profond, au cours des cinq dernières années, entre, d'une part, le comportement des économies du Mexique et d'Amérique centrale, et, d'autre part, celui de l'Amérique du sud. En effet, le premier groupe de pays, étroitement lié à l'économie dynamique des Etats-Unis, a affiché une expansion très accélérée grâce à la performance notable du secteur exportateur, notamment de la "maquila". Dans le même temps, de nombreuses économies sud-américaines sont tombées dans une récession causée par la crise financière internationale de 1997-1998, dont les conséquences se faisaient encore sentir dans un grand nombre de pays en l'an 2000. Cette différence s'est considérablement estompée en raison du ralentissement international généralisé, en particulier aux Etats-Unis, et les deux sous-régions devraient connaître une évolution similaire.

A l'échelon national, les deux principales économies ont connu un net ralentissement des taux de croissance respectifs. L'économie la plus dynamique de ces dernières années, celle de la République dominicaine, a également enregistré une diminution de son taux de croissance. Les pays qui éprouvent les plus grandes difficultés sont l'Argentine, le Pérou et l'Uruguay, dont

l'expansion sera probablement nulle, voire négative. L'Équateur présentera le taux de croissance du PIB le plus élevé, bien que sans récupérer les niveaux d'activité économique connus en 1998.

Sur le plan de l'emploi, la situation va se dégrader. Cependant, tout comme la création d'emplois n'a pas suivi la relance générale du produit en l'an 2000 par rapport à l'année précédente, l'évolution en 2001 dans ce domaine ne va pas refléter l'ampleur du ralentissement par rapport à l'an 2000. C'est pourquoi, durant le premier semestre de l'année, le niveau de l'emploi n'a reculé que de 52.9 à 52.6%, bien qu'un fléchissement plus marqué soit attendu pour le deuxième semestre. D'autre part, le taux de chômage pour l'ensemble de la région a enregistré une baisse durant le premier semestre de 2001, par rapport à la même période l'année antérieure, à savoir de 9 à 8.5%, en raison d'une diminution de la participation de la main d'œuvre. Il faut toutefois signaler que ces chiffres régionaux sont fortement influencés par la situation du

Brésil. Au niveau des salaires, les conditions varient mais les quelques pays qui ont apporté des informations à ce sujet ne présentent pas de changements majeurs.

Le seul résultat positif enregistré de façon systématique au cours des dernières années, à savoir le contrôle de l'inflation des prix à la consommation, va probablement se répéter cette année. Au cours du premier semestre, le taux correspondant à douze mois est tombé de 8.7% durant la même période de l'année antérieure à 7.5%. Dans 17 des 22 pays pour lesquels on dispose d'informations, l'inflation a fléchi ou est restée invariable; elle n'a progressé par rapport à l'an 2000 que dans cinq pays. D'une manière générale, la chute des prix des produits énergétiques contribue à la baisse des taux d'inflation, au même titre que l'appréciation du taux de change effectif réel dans la plupart des pays. Les faibles taux de croissance constituent également un frein à la transmission des hausses des prix des producteurs aux consommateurs.

2. Le secteur extérieur

En 2001, l'Amérique latine devrait présenter un déficit du compte courant de la balance des paiements de quelque 58 milliards de dollars, qui équivalent à 3% du PIB, par rapport au déficit de 47 milliards enregistré en l'an 2000 (voir le graphique 2). Cette aggravation du déficit sera essentiellement le résultat de la diminution attendue de l'excédent commercial du Venezuela et du creusement du déficit au Brésil et au Mexique. De ce fait, le déficit de la balance commerciale atteindrait quelque 21 milliards de dollars.

Les transferts courants devraient représenter quelques 18 milliards et les versements nets au titre des intérêts et des profits en 2001 atteindraient environ 55 milliards de dollars, à savoir un chiffre similaire à celui enregistré en l'an 2000. Quant à l'évolution des services factoriels, la tendance à la hausse des transferts de fonds au titre des bénéfices observée au cours de ces dernières années devrait se poursuivre mais le versement net au titre des intérêts de la dette extérieure va connaître une légère diminution à la suite de la réduction des taux d'intérêt internationaux.²

Le comportement attendu des tendances du compte des opérations courantes et de capital autorise à penser que le transfert net de ressources vers la région sera pratiquement nul. Pour la troisième année consécutive, l'entrée brute de capitaux devra être acheminée entièrement vers le paiement des amortissements et des services factoriels.

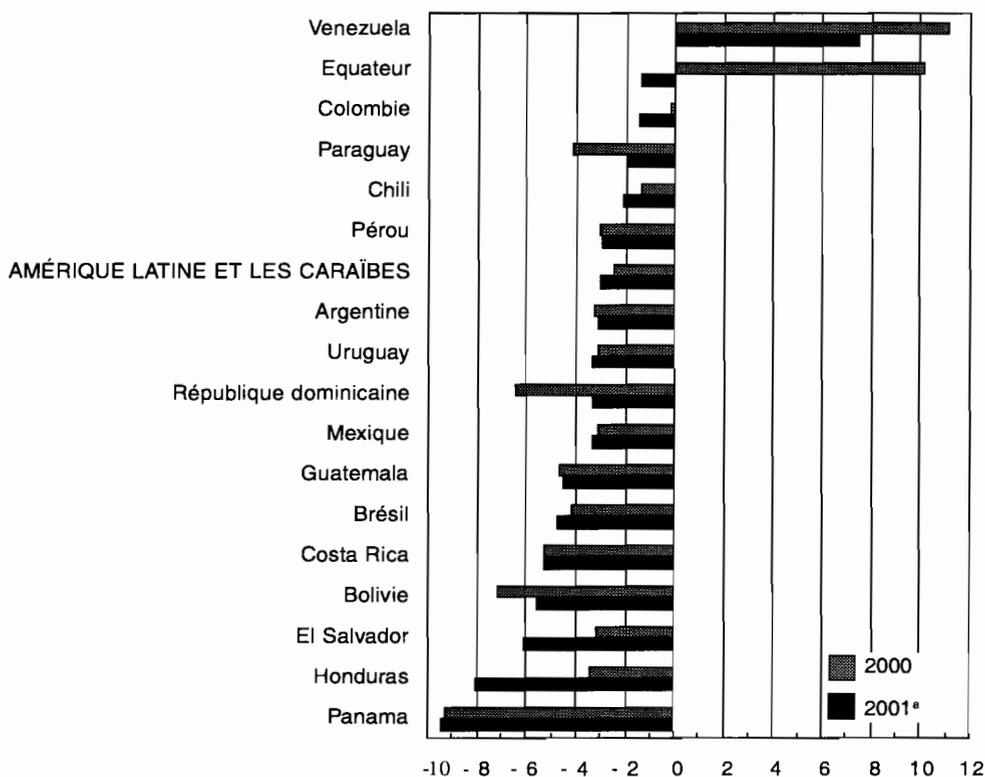
Refroidissement des échanges, en particulier des exportations

Les incitations positives résultant de l'environnement économique mondial et régional dont a bénéficié le commerce extérieur de la région en l'an 2000 se sont considérablement amenuisées en 2001. Les chiffres correspondant aux premiers mois de cette année confirment cette tendance et font apparaître un ralentissement qui, pour l'instant, touche plus les exportations que les importations.

Le ralentissement de l'économie mondiale qui s'insinuait à la fin de l'année 2000 est aujourd'hui un

² L'effet immédiat d'une réduction de 1% du taux d'intérêt international dans la région est estimé à environ 1 milliard de dollars en épargne annuelle nette. A court terme, la baisse du taux d'intérêt concerne essentiellement les passifs extérieurs non garantis et à courte échéance et les actifs de réserves internationales.

Graphique 2

L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES: BALANCE DES OPÉRATIONS EN COMPTE COURANT*(Comme pourcentage du produit intérieur brut)*

Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels et du Fonds monétaire international.

^a Projections.

fait. Ce phénomène, qui s'est d'abord manifesté aux Etats-Unis, pays qui était le moteur de l'activité économique mondiale, s'est ensuite propagé au reste du monde dont le taux de croissance estimé pour 2001 est tombé de 2 à 2.5%, après avoir atteint 4% en l'an 2000. Le ralentissement de l'économie des Etats-Unis, que les prévisions pour l'année entière situent maintenant entre 1.25% et 2%, revêt une importance particulière pour la région, en particulier pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes. Les pays membres de l'Union européenne ont également revu leurs estimations de croissance à la baisse, celle-ci ne devant guère dépasser 2%, dans le meilleur des cas. L'économie du Japon risque de connaître une nouvelle stagnation, voire une légère contraction. Les autres économies asiatiques subiront également les effets de cette conjoncture défavorable.

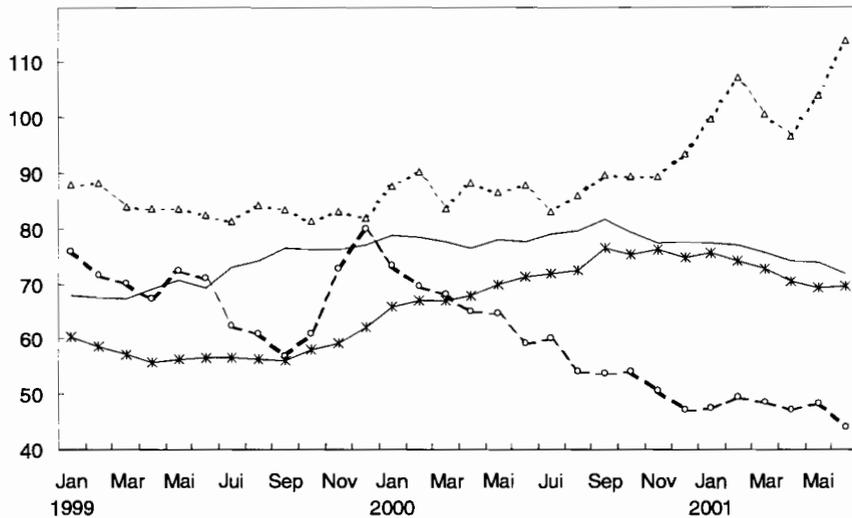
Ces conditions se sont déjà manifestées sur les marchés internationaux des produits de base, en particulier des matières premières. L'indice des prix en

dollars des minéraux et des métaux exportés par l'Amérique latine et les Caraïbes, élaboré par la CEPALC, a baissé de presque 4% durant le premier semestre de 2001 par rapport au niveau de l'année antérieure. Cette chute des prix concerne notamment le cuivre (5%), l'étain (7%), le zinc (12%) et les produits sidérurgiques (9%). Les prix de l'aluminium ont stagné, alors que ceux du plomb ont récupéré une partie de la baisse enregistrée en l'an 2000 et ceux du minerai de fer ont connu une progression de 5%.

Les prix du café ont continué de chuter au cours du premier semestre 2001, perdant un quart de la valeur moyenne qu'ils avaient l'année précédente. En revanche, le cacao s'est récupéré de la forte baisse antérieure. Dans le cas du pétrole, la tendance à la hausse s'est interrompue et son prix durant le premier semestre était inférieur de presque 15% à la moyenne de l'année antérieure.

Les prix des produits alimentaires sont les seuls à avoir échappé aux effets du ralentissement de l'économie

Graphique 3
**INDICE DES PRIX DES PRODUITS DE BASES AUTRES QUE LES CARBURANTS EXPORTÉS
 PAR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES^a**
 (Indices 1995=100)



- -△- · Produits alimentaires
- - Boissons tropicales
- *— Matière premières sylvoles, agricoles et halieutiques
- Minéraux et métaux

Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

^a Indices pondérés par le pourcentage de chaque produit dans les exportations de la région.

mondiale. Grâce à l'impulsion, dans une large mesure, des facteurs de l'offre, une reprise notable a été observée dans les prix de la banane (40%), du sucre (17%) et du blé (12%), bien que, dans ces deux derniers cas, les prix soient encore loin de récupérer le niveau antérieur à la crise asiatique. Les prix de la crevette, de la viande bovine et du maïs ont également augmenté, bien que dans une mesure moindre. Grâce à cette évolution, l'indice général des prix des produits de base autres que les carburants n'a connu qu'une légère baisse au cours de cette période (voir le graphique 3).

Dans le cas des produits manufacturés, la tendance à la baisse des prix en dollars a été accompagnée d'une diminution des volumes échangés. Dans ce groupe de produits, les articles électroniques se sont montrés particulièrement sensibles au cycle économique, ce qui explique le fléchissement substantiel de la demande, de la part des États-Unis, de ce type de produits élaborés dans les industries de la "maquila" au Mexique et au Costa Rica.

Sous le coup d'une demande déprimée et d'une baisse des prix de leurs produits d'exportation, de nombreux pays de la région ont enregistré une diminution de leurs revenus au titre des ventes à l'extérieur durant les premiers mois de 2001. Tel est le cas de plusieurs pays d'Amérique centrale (en particulier le Costa Rica, le Guatemala et le Nicaragua, qui ont connu une baisse de 20% environ), ainsi que de l'Équateur et du Venezuela (-6%)³. Les exportations de la Colombie, du Chili et du Pérou ont enregistré une très faible progression, alors que celles du Mexique se sont progressivement ralenties pour atteindre un niveau de 3% à peine.

La principale exception à ce panorama obscur en matière d'exportations est le Mercosur, dont les quatre membres ont enregistré des résultats positifs, bien qu'inférieurs à ceux de l'an 2000 dans le cas de l'Argentine. La situation du Brésil, qui a conservé son dynamisme en termes d'exportations (12%), est

³ Il est toutefois intéressant de signaler qu'à l'exception du Venezuela, les exportations des pays de la Communauté andine vers les autres pays membres ont conservé pratiquement le même dynamisme qu'en 2000. Les échanges commerciaux entre les pays membres ont augmenté de 20% durant les quatre premiers mois de l'année.

particulièrement notable. Ce pays a manifestement constitué le fer de lance de l'expansion commerciale au sein du Mercosur, avec une hausse de 18% des importations (hausse plus prononcée encore dans les biens d'équipement et de consommation durables), face à une chute brutale de celles de l'Argentine et de l'Uruguay. Par ailleurs, la forte progression des importations du Paraguay (22%) est certainement liée à la demande brésilienne, puisqu'elle coïncide avec une augmentation des exportations paraguayennes (13%), ce qui illustre le rôle important des réexportations, destinées précisément au Brésil.

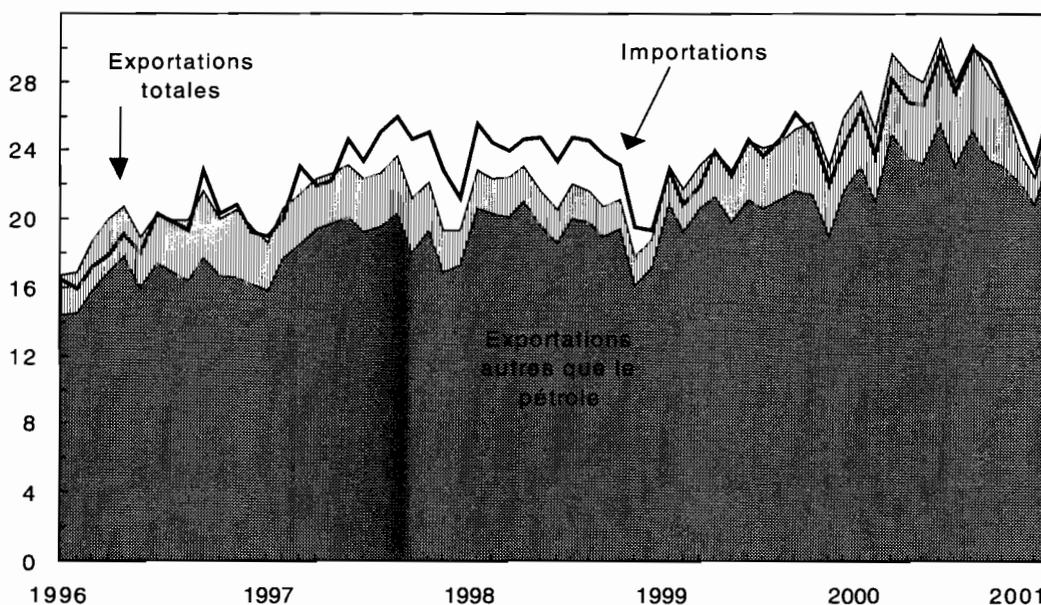
En dehors du Mercosur, les importations ont diminué dans plusieurs pays d'Amérique centrale. Elles ont connu un fléchissement significatif au Mexique, au Pérou, à El Salvador et au Venezuela et ont stagné au Chili. En revanche, elles ont eu un regain de dynamisme en Colombie (avec une augmentation de 18% durant les quatre premiers mois, malgré le ralentissement économique et la dévalorisation de la monnaie, quoique sans récupérer les niveaux observés avant la récession de 1999), ainsi qu'en Equateur (dont la monnaie a continué de se revaloriser de façon notable en termes réels dans le cadre d'une phase d'expansion économique). (Voir le graphique 4).

Les courants de capitaux restent modérés

L'entrée de capitaux autonomes en Amérique latine devrait représenter quelque 60 milliards de dollars en 2001, chiffre similaire à la moyenne de la période 1998-2000 mais nettement inférieur à celui de 1997. Ces courants correspondraient essentiellement à l'investissement étranger direct et, dans une moindre mesure, au financement officiel ordinaire, la part prise par d'autres capitaux sera réduite.

Les pays d'Amérique latine auront, pour la plupart, des entrées de capital d'une ampleur similaire à celles enregistrées en 1998-2000. En 2001, le montant régional subira l'influence de l'accroissement des courants de capitaux au Mexique, à la faveur des baisses des taux d'intérêt aux Etats-Unis et du niveau élevé des taux d'intérêt réels internes, ainsi que de la chute des entrées de capitaux privés en Argentine, dans le contexte des graves difficultés rencontrées par le gouvernement de ce pays depuis septembre 2000 pour obtenir un financement sur les marchés internationaux. En juin, le gouvernement a effectué une conversion de la dette pour un montant de 30 milliards de dollars, dont 30% correspondait à des offres internationales. Bien que cette opération apporte peu de financement nouveau et que

Graphique 4
L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES : COMMERCE DE MARCHANDISES^a
(milliards de dollars)



Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

^a Comprend l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, l'Equateur, le Mexique, le Paraguay, le Pérou, l'Uruguay et le Venezuela, qui représentent 93% des échanges régionaux.

ses intérêts soient très élevés, elle permet de réduire de façon substantielle les remboursements durant la période biennale 2001-2002.

L'Argentine, le Brésil et l'Équateur disposeront d'un financement officiel compensatoire, provenant essentiellement de ressources du Fonds monétaire international; à la fin du mois de juin, l'Argentine et le Brésil avaient utilisé, respectivement, 5,3 milliards et 2 milliards de dollars de fonds de ce type.

Au milieu de l'année, presque tous les gouvernements de la région avaient atteint les objectifs des émissions au titre de la dette publique sur les marchés internationaux, les montants principaux correspondant aux gouvernements du Brésil, de la Colombie et du Mexique. En revanche, celles des entreprises privées ont été rares et limitées essentiellement aux entités brésiliennes et mexicaines. En dépit d'une amélioration modérée en l'an 2000 et durant le premier semestre de 2001, le financement extérieur à la région reste instable et caractérisé par des épisodes fréquents de volatilité (voir le graphique 5). Pendant la période de douze mois s'achevant en mai 2001, les actifs en réserves internationales de la région restaient variables et ne récupéraient pas encore les niveaux atteints avant le moratoire russe d'août 1998.

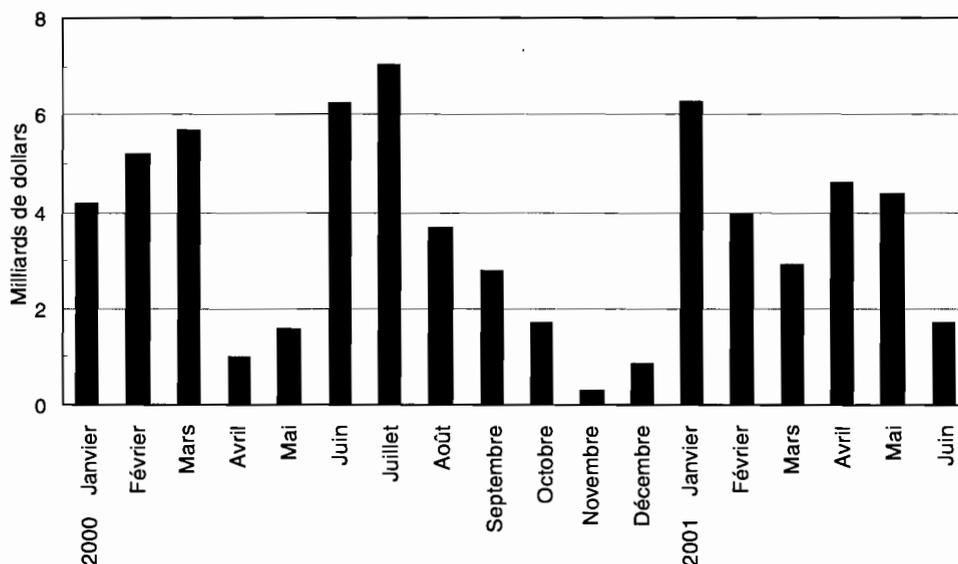
L'investissement étranger direct connaîtra une diminution pour la deuxième année consécutive mais se maintiendra autour des 50 milliards de dollars. L'accroissement des courants acheminés vers le Mexique

compensera partiellement la réduction de près de la moitié des courants destinés au Brésil. Il faut signaler que ces entrées se ralentissent dans certains pays depuis l'an 2000 et que, partant, leur concentration s'accroît. Tout comme en l'an 2000, presque deux tiers du montant régional seront captés par le Brésil et le Mexique. Par ailleurs, bien que le marché des obligations ait présenté un certain dynamisme au cours du premier semestre 2001, les fonds pertinents, tout comme dans les années précédentes, sont essentiellement consacrés au remboursement des dettes venues à échéance. Il en va de même pour la banque commerciale internationale qui n'apporte guère de nouveaux fonds à la région mais se contente de reconduire les crédits existants.

Les conditions de l'endettement extérieur n'ont pas encore retrouvé les niveaux existant avant la crise asiatique. Au milieu de l'année, le coût du financement extérieur de la région se situait encore autour de 13% annuel (voir le graphique 6). Le recul le plus important est observé en Argentine (de 12,5% à 15,5%) et au Brésil (de 12,5% à 13,5%); en revanche, la Colombie a tiré parti de la plus forte réduction (de 13% à 10,5%). Le coût plus faible (7% ou 8%) continue d'être enregistré au Chili, au Mexique et en Uruguay.

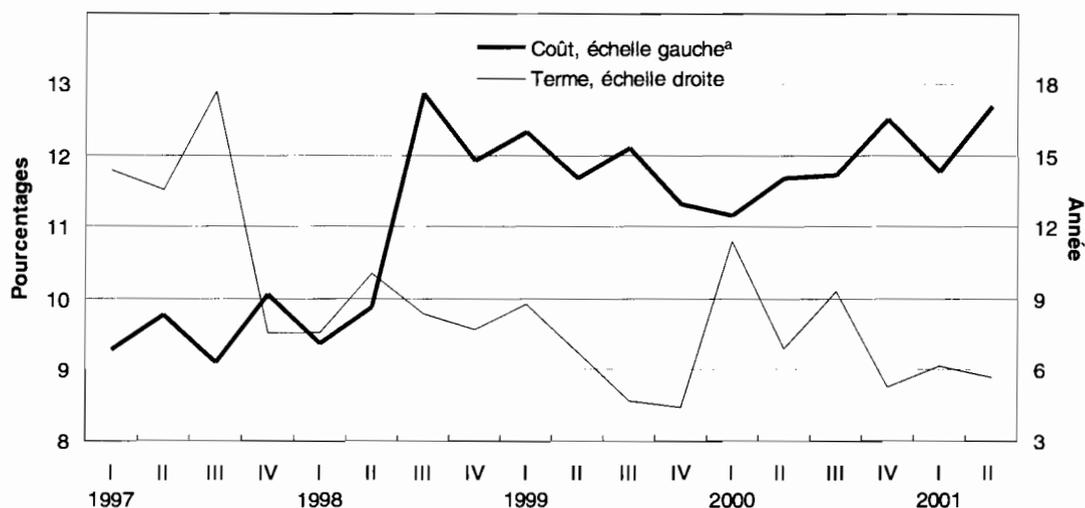
Les entrées de capital par actions sont significatives pour l'Argentine, le Brésil, le Chili et le Mexique et leur diminution se reflète au niveau des cotisations en bourse. A la fin du mois de juin 2001, l'indice des cotisations à l'échelon régional faisait état, avec une série de

Graphique 5
L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES: MONTANT DES
ÉMISSIONS INTERNATIONALES D'OBLIGATIONS



Source: CEPALC, sur la base de chiffres apportés par Merrill Lynch.

Graphique 6
L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES: COÛT ET TERME DES
ÉMISSIONS INTERNATIONALES D'OBLIGATIONS



Source: CEPALC, sur la base de chiffres fournis par J.P.Morgan et Merrill Lynch.

^a Somme du différentiel moyen des placements des obligations et du rendement des obligations à long terme du Trésor des États-Unis.

soubresauts, d'une chute de 12% par rapport au niveau de l'année antérieure. A l'exception du Mexique, les capitaux par actions montraient une diminution modérée durant les premiers mois de 2001.

Etant donné l'évolution attendue des comptes des opérations courantes et de capital de la balance des

paiements, le transfert net de ressources financières vers l'Amérique latine et les Caraïbes devrait être pratiquement nul pour la troisième année consécutive. De ce fait, l'entrée nette de capitaux serait intégralement consacrée au paiement des services factoriels (transfert de fonds au titre des intérêts et des profits).

3. La politique macroéconomique et les réformes

Face à un environnement externe plus défavorable, les marges de manœuvre pour les responsables de la politique monétaire, dans le contexte du processus d'assouplissement des régimes des taux de change entre 1999 et 2000, se sont réduites. Les avatars de l'économie argentine ont eu un impact sur les pays voisins et provoqué une dévalorisation de leurs monnaies. Les petites économies sont, pour la plupart, restées en marge des mouvements spéculatifs et ont enregistré une appréciation réelle de la monnaie. En matière de politique monétaire, une approche plus austère a été adoptée, tandis que la léthargie de l'activité interne et la chute du prix des carburants permettent d'augurer une aggravation des déficits budgétaires.

La revalorisation effective réelle persiste dans un environnement marqué par des taux de change plus volatils

La complexe situation internationale a eu une incidence, à différents degrés, sur le comportement des marchés des changes régionaux. Cette diversité, liée à une dispersion encore généralisée des taux d'inflation nationaux et à des différences dans la distribution géographique du commerce, s'est traduite par une vaste gamme de mouvements des changes réels durant le premier semestre 2001.

Les économies ayant un régime des changes flottant ont généralement enregistré un degré plus élevé de

dévaluation réelle par rapport au dollar (voir le graphique 7). Dans ce groupe de pays, qui ont actuellement le plus de poids dans la région en raison de la taille de leurs économies, les variations les plus importantes du taux de change réel par rapport au dollar ont été enregistrées au Brésil (18% annuel durant le premier semestre 2001), au Chili (14%), en Colombie (9.5%) et en Jamaïque (8%). Par contre, le Mexique a de nouveau enregistré une appréciation réelle de la monnaie oscillant autour de 3.5% annuel durant le premier semestre 2001. La même variation a été enregistrée au Guatemala.

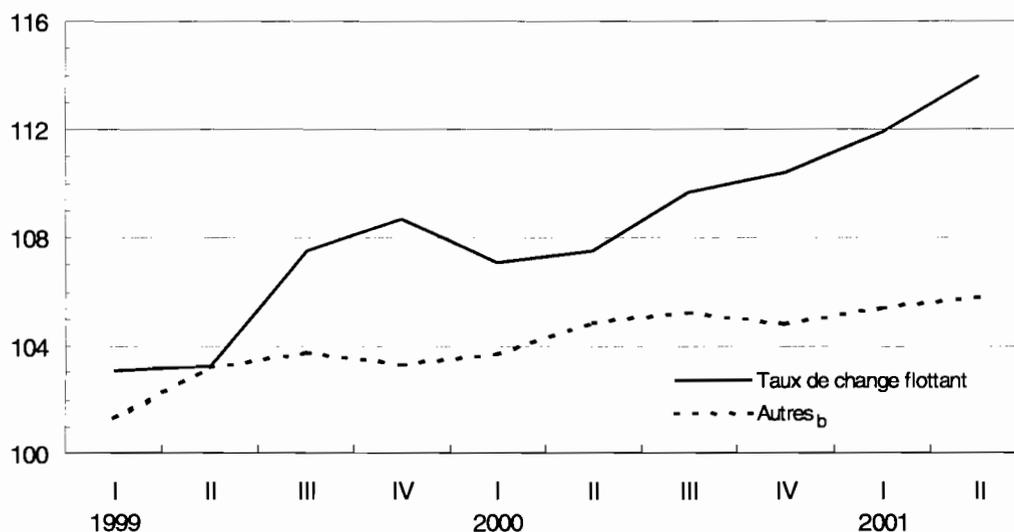
A l'exception de l'Equateur, où le différentiel d'inflation avec les Etats-Unis reste très élevé, ce qui s'est traduit par un fléchissement de 35% du taux de change réel, aucun mouvement réel significatif n'a été observé dans les économies maintenant un taux de change nominal fixe avec le dollar. Le taux de change réel avec le dollar des Etats-Unis a augmenté de 4% en Argentine, pays ayant enregistré une déflation, et a baissé de 2% à El Salvador. Au contraire, on observe une situation plus dissemblable entre les pays ayant effectué une dévaluation contrôlée, où les variations avec le dollar ont oscillé entre une dépréciation réelle de l'ordre de 7% en Uruguay et une appréciation réelle de 5% en République dominicaine.

L'évolution du taux de change effectif réel des différents pays, qui mesure la compétitivité des monnaies du point de vue du commerce international, a subi les effets de la diversité des mouvements des parités vis-à-vis du dollar, de la force de cette monnaie par rapport à d'autres monnaies de réserve et de la dépréciation observée au Brésil, principal partenaire commercial de plusieurs économies d'Amérique du sud. Dans l'ensemble de la région, la somme de ces tendances a déterminé la continuation du mouvement de revalorisation effective réelle engagé lors des premiers mois de 2000. Cette tendance masque des différences considérables entre les pays (voir le graphique 8).

L'évolution à court terme des marchés des changes nationaux durant le premier semestre 2001 a été considérablement déterminée par le degré d'exposition à la contagion de la crise argentine. Dans le sud du continent, les pressions pour dévaluer ont été prédominantes, tandis que la situation restait plus stable dans le reste de la région, sauf pour des raisons strictement internes, comme cela a été le cas dans certains pays andins et des Caraïbes (Haïti et Jamaïque).

Confrontées à des conditions difficiles de liquidité externe, les autorités argentines, dans le cadre d'un paquet plus large de mesures économiques, ont modifié le système de convertibilité (voir le Encadré 1). Un panier

Graphique 7
L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES: INDICE TRIMESTRIEL DU TAUX DE CHANGE BILATÉRAL
RÉEL PAR RAPPORT AU DOLLAR, 1999-2001
(Indice 1995=100)^a

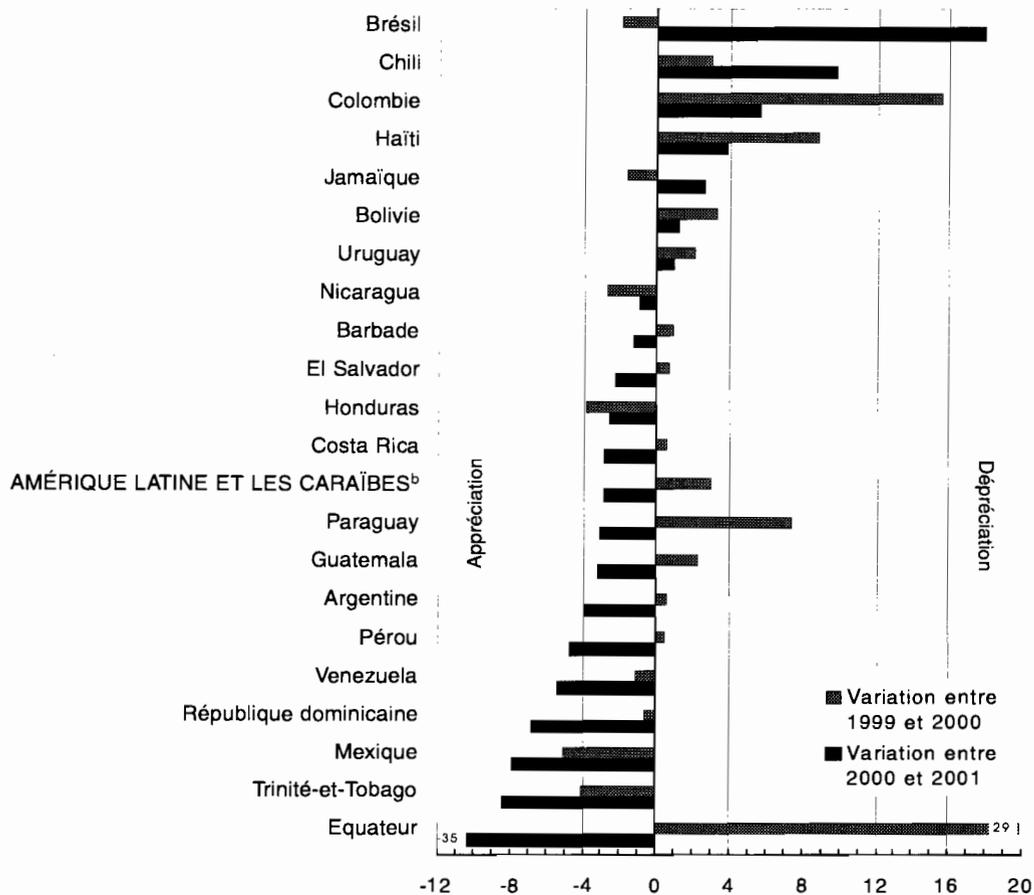


Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels et du Fonds monétaire international.

^a Une hausse correspond à une dévaluation réelle.

^b Pays ayant des régimes de taux de change fixe ou administré, à l'exception de l'Equateur.

Graphique 8
L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES: TAUX DE CHANGE EFFECTIF RÉEL
 (Variation annuelle au deuxième trimestre de chaque année)^a



Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

^a Une hausse correspond à une dévaluation réelle. ^b Moyenne simple.

de monnaies a été créé, qui inclura l'euro lorsqu'il sera en condition paritaire avec le dollar, et un système transitoire de différentiel des changes a été établi pour les opérations commerciales. Cependant, on observe une réaction réservée de la part des marchés financiers, ainsi qu'une hausse très marquée de la perception de risques-pays.

L'augmentation des marges (*spreads*) a gagné le Brésil, malgré des pronostics sur ses perspectives de croissance qui restaient très favorables au début de l'année 2001. Ces perspectives s'étant quelque peu assombries au cours du second trimestre, la pression sur la cotation du real s'est encore accentuée, ce qui a accéléré le rythme de dévaluation malgré des relèvements du taux d'intérêt interne. La situation de ces deux économies et les perspectives limitées de l'environnement international ont eu, à leur tour, une

incidence sur les autres économies du Cône sud, ce qui a conduit à une accélération des taux de dévaluation nominale qui, à la fin du premier semestre, accumulaient une dépréciation annuelle de 16% au Chili, et de 11% au Paraguay et en Uruguay.

Dans les pays andins, l'évolution des taux de change a davantage répondu à des circonstances internes. L'Equateur est parvenu à consolider son régime de dollarisation grâce à des mesures destinées à renforcer les finances publiques et à réduire la perception de risques-pays, dans un environnement encore caractérisé par une forte inflation interne qui érode la marge de compétitivité du taux de change réel. Il en est de même pour le Venezuela, où le rythme de dévaluation de la monnaie s'est modéré, conformément à une politique anti-inflationniste qu'il a été possible d'appliquer grâce aux réserves internationales accumulées. Alors qu'en

Encadré 1
MESURES DE POLITIQUE MACROECONOMIQUE ADOPTEES EN ARGENTINE
LORS DU PREMIER SEMESTRE 2001

Le gouvernement argentin affronte une restriction financière stricte due à la réticence des détenteurs d'actifs à financer le déficit des finances publiques et les versements élevés au titre de la dette. Dans l'ensemble, ces besoins bruts de financement ont représenté en l'an 2000 près de 12% du PIB. Pour alléger cette situation, en décembre 2000 un plan d'aide financière de 40 milliards de dollars a été annoncé, sous la houlette du Fonds Monétaire, qui comprend de nouvelles mesures budgétaires. L'effet de cette annonce sur les attentes a fait long feu. Dans un contexte de turbulences financières croissantes, deux changements d'autorités économiques se sont produits sur un laps de temps très court.

L'équipe qui est arrivé au pouvoir à la fin du mois de mars 2001 s'est fixé pour objectif de consolider de façon immédiate les recettes publiques. Dans ce but, un impôt financier a été établi sur les crédits et les débits. Le programme, destiné à accroître la compétitivité de 20%, a pour objectif à moyen terme de simplifier le système fiscal. La cotisation patronale à la sécurité sociale a été uniformisée et il a

été prévu de consolider celle-là, l'impôt financier avec la TVA et l'impôt sur le revenu. Avec cette consolidation et l'interdiction d'utiliser de l'argent liquide pour les paiements supérieurs à mille pesos, on espère réduire considérablement l'évasion fiscale.

Un autre train de mesures fiscales vise à promouvoir la consommation privée en relevant le plancher de l'exonération fiscale et en accordant des abattements personnels, un crédit d'impôt à la hausse des salaires inférieurs à 1 500 pesos et la hausse du maximum déductible à titre de paiement d'intérêts de crédits hypothécaires. En matière de changes, il a été décidé d'ajouter l'euro au dollar et de former un panier de monnaies fixant la valeur du peso, mais qui n'entrera en vigueur pour toute l'économie que lorsque les parités du dollar et de l'euro seront comparables. Un relèvement du tarif douanier externe à 35% a également été négociée avec le Mercosur pour les biens de consommation.

Les mesures de promotion des exportations ont, par ailleurs, inclus la création d'un "mécanisme de soudure des taux de change" pour les opérations de commerce extérieur (à l'exception

des carburants), qui permet aux opérateurs de tirer parti, dans l'immédiat, de la faiblesse relative de l'euro. La parité d'un peso par dollar est en vigueur pour les autres transactions, y compris les transactions financières. De plus, on a eu recours à une opération de conversion de la dette pour améliorer l'échéancier. Cette opération, concrétisée au début du mois de juin, a atteint un montant élevé (près de 30 milliards de dollars). La rentabilité des nouveaux titres émis a été d'approximativement 15% par an.

Les annonces de ces mesures ont été faites dans un climat interne et externe complexe. Le risque-pays qui, après la "méga-conversion" avait baissé à moins de 900 points de base, a commencé à augmenter à nouveau et s'est envolé autour des 1 300 points au début du mois de juillet.

L'augmentation de la perception de risque-pays a eu des effets de contagion considérables sur les économies voisines, en particulier au Brésil, où le taux de change a accumulé une hausse supérieure à 25% lors du premier semestre de l'année.

Colombie le taux de change continuait d'afficher un rythme tranquille de dévaluation, la banque centrale du Pérou a dû intervenir pour la première fois depuis 1999 pour contrôler les dévaluations brusques dérivées du climat d'incertitude né avant le second tour des élections présidentielles.

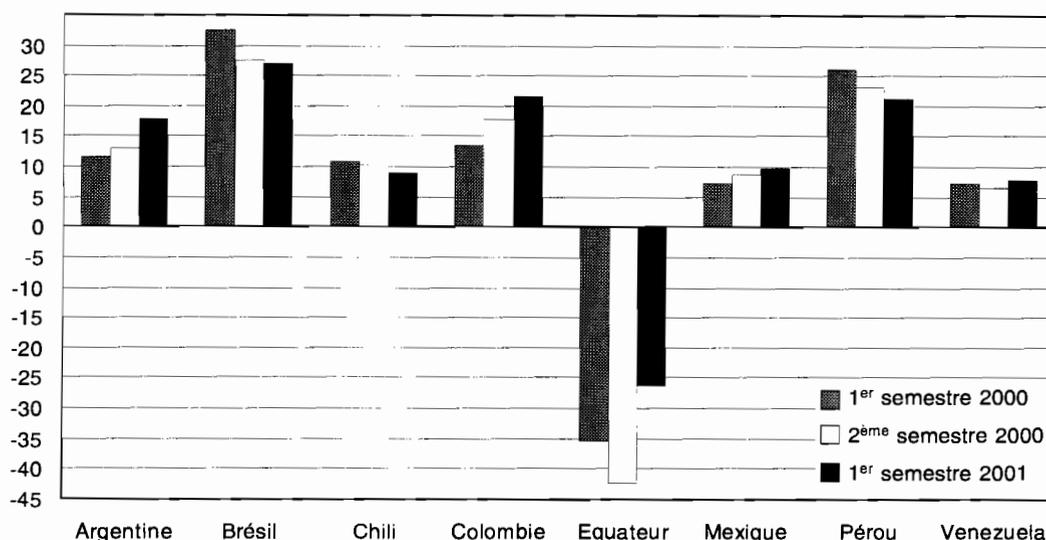
Malgré une plus forte exposition au risque d'une récession aux Etats-Unis, le Mexique a reçu d'abondants courants de capitaux qui ont renforcé sa monnaie. En Amérique Centrale, le paysage des changes a été marqué par la décision prise en janvier par El Salvador d'adopter des mesures visant à dollariser l'économie et l'annonce du gouvernement du Guatemala d'étudier la faisabilité de ce régime de change. Dans les Caraïbes, des fluctuations considérables de change ont été observées en Haïti et en Jamaïque, en raison d'une situation interne complexe. Le rythme de dévaluation s'est ralenti dans les économies de cette région qui n'ont pas un taux de change fixe.

La politique monétaire devient plus austère

Alors qu'entre 1999 et la majeure partie de l'année 2000, on avait observé une tendance régionale à un relâchement de l'austérité monétaire, le premier semestre 2001 a confirmé un renversement de cette tendance, dont les signaux étaient déjà perceptibles à la fin de l'année précédente.

Les taux d'intérêt réel ont eu tendance à augmenter dans les trois principales économies de la région (voir le graphique 9). Cette hausse a principalement répondu à une augmentation des taux nominaux, en réponse à des facteurs extérieurs négatifs dans le cas de l'Argentine et du Brésil. Dans le cas du Mexique, il faut ajouter des facteurs internes, étant donné le besoin d'équilibrer le rythme élevé des dépenses internes avec les perspectives d'un franc ralentissement du commerce extérieur. La courbe descendante de l'inflation s'est ajoutée à ces mouvements nominaux pour augmenter le coût réel de l'argent.

Graphique 9
L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES: TAUX D'INTÉRÊT RÉEL ANNUALISÉS^a
 (moyenne des pourcentages semestriels)



Source: CEPALC, sur la base de chiffres du Fonds monétaire international.

^a Taux actifs à court terme déflatés par l'indice des prix à la consommation.

Certains pays, dont le Chili et le Pérou, ont persisté dans leurs tentatives de relancer l'économie interne moyennant une baisse du taux d'intérêt. Il faut préciser que ces deux pays disposent de réserves internationales confortables, lesquelles, dans le contexte d'un régime de change flexible, leur permettent une certaine marge de manœuvre dans la conduite de la politique monétaire. Cette baisse du coût du financement s'est avérée insuffisante pour revitaliser le crédit au secteur privé dans ces économies, en raison des attentes peu favorables des producteurs et des consommateurs.

Suite aux aléas des taux d'intérêt interne et des taux de change réel, l'indice régional des conditions monétaires a baissé de presque un point de pourcentage durant le premier semestre 2001. Cet indicateur, qui mesure les effets expansionnistes ou restrictifs des variations des taux d'intérêt et des taux de change réels sur la demande interne et externe avait augmenté de 2.7% durant la même période en 2000 (voir le graphique 10). Le relèvement des taux d'intérêt et la perte de compétitivité des parités par rapport aux principaux partenaires commerciaux devraient tendre à contracter la demande effective, tandis que la dévaluation par rapport au dollar américain provoquera une détérioration des indicateurs d'endettement, tant du secteur public que du secteur privé.

D'une manière générale, les placements de crédit interne dans la région devraient, en 2001, continuer de

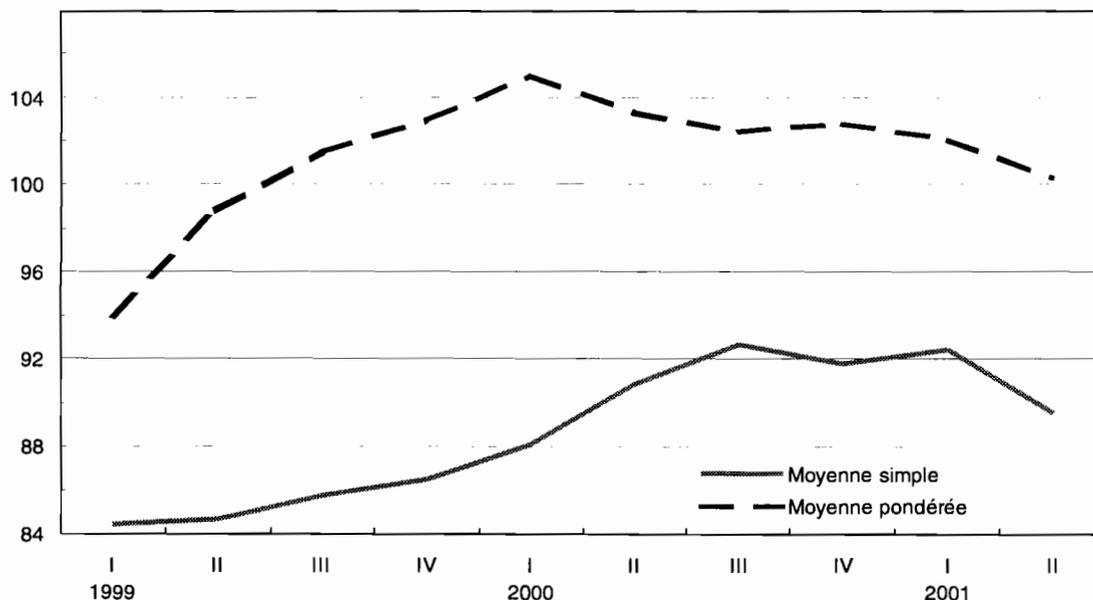
se détériorer, ce qui – compte tenu du ralentissement de l'activité productive – pourrait se traduire en un cercle vicieux de rétro-alimentation entre une diminution des prêts internes, l'accroissement des taux de défaut de paiement et une nouvelle augmentation des marges dans l'intermédiation financière interne.

Le déficit des finances publiques s'aggrave à nouveau

Après avoir dépassé 3% du PIB en 1999 – à la suite des crises de 1997-1998, des catastrophes climatiques et du besoin de relance des économies –, le déficit du secteur public s'était, en 2000, réduit à 2.3%. Cette amélioration était le résultat d'une augmentation des recettes publiques, à la faveur de la hausse du prix du pétrole, et d'une activité économique plus intense. La situation devrait changer en 2001 et on estime que la moitié des pays de la région enregistreront un déficit accru du secteur public.

Les conditions externes peu favorables expliquent dans une large mesure cette évolution. C'est pourquoi les pays de l'Isthme centraméricain s'attendent à ce que leur activité économique et le trésor public subissent les effets négatifs de la demande réduite de leurs produits de la part des Etats-Unis. Par exemple, El Salvador et le Honduras prévoient un déficit d'environ 5% du produit, tandis que le Nicaragua a situé ses besoins de financement autour de 10% du PIB (en raison d'une crise

Graphique 10
L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES: INDICE DES CONDITIONS MONÉTAIRES, 1999-2001^a



Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels et du Fonds monétaire international.

^a Un accroissement de l'indice est la manifestation de conditions plus expansives.

du secteur du café et de plans visant à contrecarrer le ralentissement de l'activité par un grand nombre d'investissements publics).

La plupart des gouvernements dont les revenus dépendent de l'exportation de produits de base prévoient également une diminution de leurs recettes. Plusieurs d'entre eux envisagent de contrecarrer la baisse des revenus, en particulier de ceux liés au pétrole, par des élargissements de l'assiette fiscale et des réductions des dépenses.

Par contre, dans le cas du Mexique, on s'attend à une amélioration des comptes publics, étant donné qu'au cours des dernières années, le gouvernement a diversifié ses sources de revenus, atténuant ainsi les effets des fluctuations des revenus pétroliers. Le gouvernement chilien prévoit que son déficit serait proche de 1% du PIB, en raison de la diminution des revenus des exportations de cuivre et d'un ralentissement de l'activité économique.

Dans les deux principales économies du Cône sud, on estime que la situation des finances publiques restera délicate en 2001. Comme l'indique le Encadré 1, l'Argentine a dû réagir face à la perspective d'une aggravation du déficit des finances publiques et de ses obligations financières, alors que l'incertitude prédominante a provoqué une fuite des capitaux. Cette situation a eu des répercussions négatives pour son

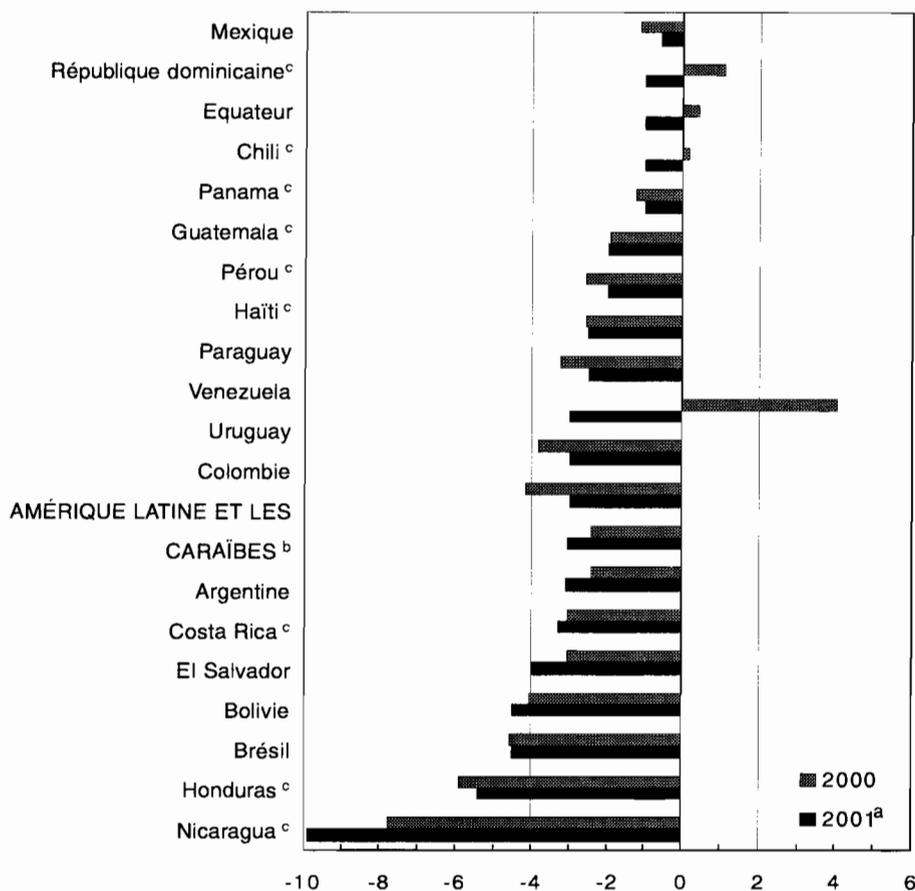
voisin le Brésil, dont les autorités ont décidé d'adopter des politiques monétaires restrictives afin de prévenir une plus grande dépréciation, ce qui a eu des effets néfastes sur les comptes publics; en termes concrets, les recettes ont diminué en raison du ralentissement de l'activité économique et des plus grandes dépenses impliquées par le coût financier élevé de l'endettement interne.

En conséquence, le besoin de financement public de l'ensemble de la région exprimé en dollars devrait dépasser le niveau de l'année 2000 (voir le graphique 11). On estime que l'accès au financement externe en 2001 sera inférieur que celui de l'année 2000, et que les gouvernements devront recourir à nouveau aux ressources internes, ce qui provoquera une hausse des taux d'intérêt. Cette situation, quant à elle, devrait contrecarrer l'effet expansif du déficit accru des finances publiques sur la demande interne.

Les réformes se ralentissent

Les progrès des réformes structurelles dans la région au cours de la première partie de l'année 2001 ont été plus lents qu'au cours des années précédentes. La principale raison, sans aucun doute, a été la détérioration de la situation économique, tant des principaux partenaires commerciaux que de l'ensemble de la région.

Graphique 11
**L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES: RÉSULTAT FINANCIER DU
 SECTEUR PUBLIC NON FINANCIER**
 (comme pourcentage du PIB)



Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

^a Objectifs et projections à la fin du premier semestre.

^b Moyenne simple de 19 pays.

^c Informations du gouvernement central.

Cette détérioration de l'environnement économique devrait se traduire par l'ajournement de plusieurs privatisations annoncées dans la région. C'est pourquoi les revenus à ce titre, qui en 2000 approchaient les 18 milliards de dollars, vont accuser une contraction. Les pays ayant des plans ambitieux pour l'année (Brésil, Colombie, Equateur) ont déjà subi certains revers dans ce domaine.

De même, plusieurs projets législatifs soumis à la considération du pouvoir législatif ont rencontré des difficultés. C'est le cas du projet de réforme du travail au Chili, et du projet de réforme des finances publiques au Mexique. En Equateur, les changements destinés à accroître le recouvrement fiscal ont été moins profonds que la proposition originale. Une réforme fiscale a été

annoncée pour le second semestre en Bolivie et au Chili. La Colombie, pour sa part, a poursuivi un long processus de réformes, dans lequel sont envisagés plusieurs projets destinés à renforcer la viabilité du budget à moyen terme et parmi lesquels on remarque la modification, approuvée en juin 2001, des normes constitutionnelles en matière de transferts aux gouvernements sous nationaux.

Parmi les initiatives récentes dans le domaine de la promotion de la concurrence, il faut souligner un projet au Brésil, destiné à intégrer les organismes de contrôle de cette matière et de protection du consommateur en une seule institution, qui devrait contribuer à simplifier les procédures. Dans le même temps, les autorités de l'Equateur ont adopté une réglementation qui ouvre le

secteur des télécommunications à la concurrence à partir de décembre 2001.

Les processus de consolidation dans le secteur financier se sont poursuivis durant le premier semestre 2001, de même que l'application de mesures d'assainissement de la part des gouvernements. De plus, de nouvelles mesures ont été annoncées afin d'alléger l'endettement, en particulier des petites et moyennes entreprises.

Durant l'année 2001, les pays d'Amérique Latine et des Caraïbes ont continué de déployer des efforts pour avancer vers une plus grande intégration régionale, malgré la situation économique peu propice. Celle du Mercosur, en particulier, s'est vue compliquée par la poursuite de la récession en Argentine. Pour pallier cette situation, le pays a choisi en mars de cette année d'appliquer un ensemble de tarifs douaniers différent du niveau prescrit par le tarif douanier externe commun du Mercosur. En mai, le Paraguay et l'Uruguay ont réitéré leur intérêt que soit envisagée la possibilité d'instaurer un tribunal supranational pour la solution des controverses commerciales.

La Communauté andine et le Mercosur sont convenus, en juillet 2001, d'établir un mécanisme de dialogue et de concertation politique, dans le but de donner un nouvel élan au processus d'intégration entre les deux groupements et de former une zone sud-américaine de libre-échange à partir de janvier 2002.

Dans le domaine des négociations de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), la sixième Réunion Ministérielle de Commerce s'est tenue à Buenos Aires en avril 2001. Lors de cette réunion, le Comité des négociations commerciales a été chargé d'accélérer le processus de recherche d'accords. Durant le troisième Sommet des Amériques (Québec, avril 2001), l'engagement de conclure les négociations pour que la ZLEA commence à fonctionner en 2005 a été renouvelé. Cependant, les progrès dépendront fondamentalement de l'appui que lui accorde le nouveau gouvernement américain. Le Congrès des Etats-Unis pourrait freiner la gestion requise de l'Autorité de promotion du commerce (qui remplace la faculté expirée de "fast track" ou "procédure accélérée").

4. Les résultats économiques internes

L'expansion de l'économie régionale se ralentit

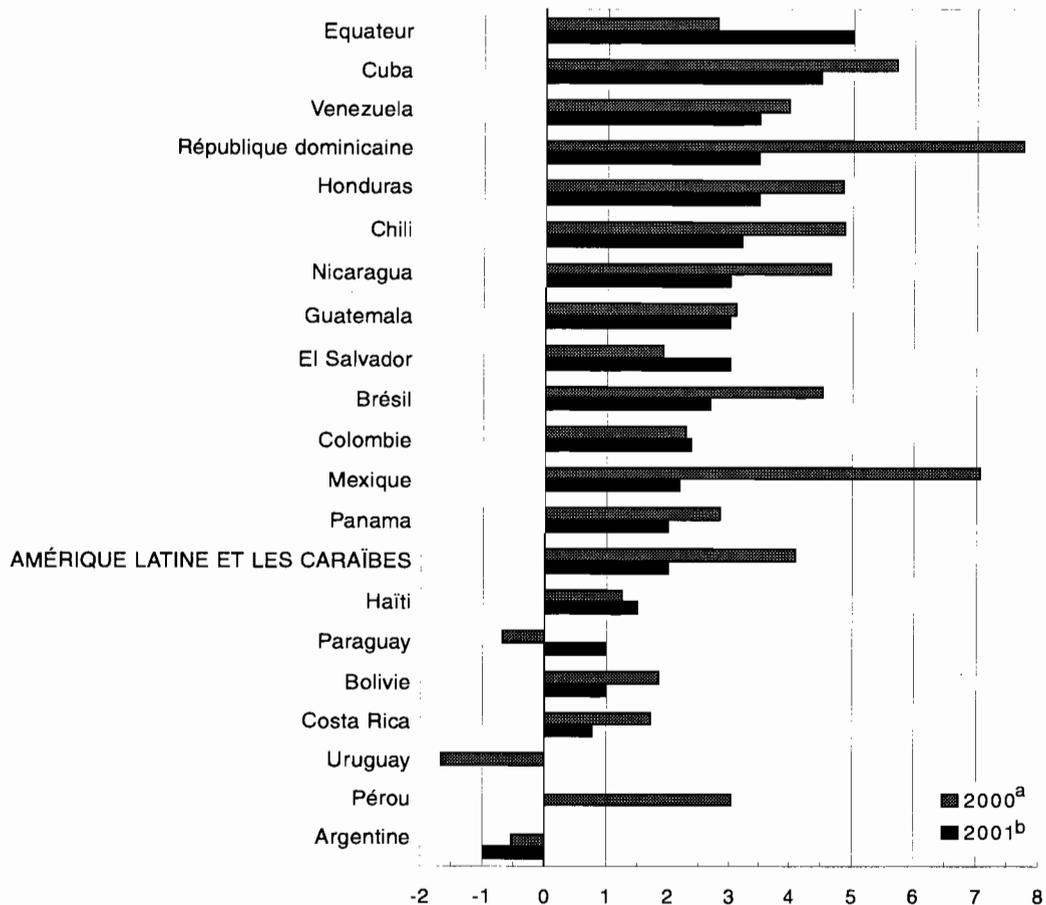
Après une relance satisfaisante des économies d'Amérique Latine et des Caraïbes en 2000 après la crise de l'année précédente, l'expansion du niveau d'activité a affiché une tendance à la baisse en 2001. Le produit de l'ensemble de la région augmenterait de 2%, et le produit par habitant, de 0,5%. Ces estimations défavorables se basent sur les maigres résultats enregistrés durant le premier semestre et les perspectives peu encourageantes pour le reste de l'année, et sont très en-deça des conditions minima (6% de croissance du PIB) pour obtenir des améliorations significatives des conditions de vie de la société latino-américaine et des Caraïbes (voir le graphique 12).

On peut souligner, en particulier, la performance défavorable des plus grandes économies de la région. Le taux de croissance du Mexique, qui avait été très élevé en 2000, devrait se réduire à un tiers en raison de la fin de l'expansion considérable de l'économie des Etats-Unis au cours des dernières années, marché auquel il destine presque 90% de ses exportations. Cependant, le cours du pétrole, qui reste élevé, permettra de compenser

en partie cette situation négative. D'autre part, la relance prometteuse de l'économie brésilienne durant l'année 2000 et le premier trimestre 2001 s'est vue freinée de façon brutale par une grave crise de l'approvisionnement d'énergie électrique, qui est venue s'ajouter à la détérioration de l'environnement extérieur. L'Argentine, de son côté, ne parvient pas à surmonter la situation récessive dans laquelle elle se trouve pour la quatrième année consécutive, étant donné la disparition virtuelle du financement externe et les difficultés rencontrées pour réduire le déficit des finances publiques.

La reprise de l'économie chilienne a également été freinée malgré la solidité de ses fondements économiques, les mesures adoptées pour baisser les taux d'intérêt et un taux de change très favorable aux exportations. Le Pérou, qui sort à peine d'une grave crise politique, a de nouveau affiché des résultats déficients quant au niveau d'activité, ainsi qu'une forte baisse de l'investissement. L'Uruguay est resté plongé dans une récession: en effet, outre les problèmes associés à la dévaluation du real et l'aggravation de la crise argentine, ce pays a connu de sérieuses complications dans le secteur agricole, avec l'apparition de foyers de fièvre

Graphique 12
L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES : PRODUIT INTÉRIEUR BRUT
(Taux annuels de variation)



Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

^a Estimations préliminaires.

^b Projections.

aphteuse dans divers points de son territoire. La Bolivie et le Paraguay n'ont connu qu'une expansion modeste, attribuable aux graves problèmes politiques que ces deux pays connaissent.

Peu d'économies dans la région devraient atteindre des taux de croissance satisfaisants en 2001. La performance de la République dominicaine est à nouveau à mettre en exergue, puisque ce pays affiche depuis plusieurs années un taux élevé d'expansion de son produit intérieur brut, qui devrait néanmoins présenter un fléchissement en raison des mêmes problèmes touchant les autres pays. L'Equateur a également enregistré un taux relativement élevé, ce qui a consolidé son processus de relance, engagé en 2000 avec la dollarisation de l'économie, et qui a récemment été favorisé par la hausse des prix du pétrole. Cependant, même ainsi il reste impossible de retrouver les niveaux

atteints en 1998. Cuba devrait poursuivre son processus de relance économique, malgré certaines difficultés dans le secteur du sucre. Le Venezuela devrait connaître une croissance modérée, mais le prix élevé du pétrole et le faible taux de change réel lui permettraient d'obtenir une forte expansion de la demande interne, qui s'écoulerait vers l'extérieur, par le biais d'augmentations considérables des importations. En conséquence, les activités non pétrolières connaîtraient une croissance plus rapide que le produit global. Pour leur part, les pays d'Amérique Centrale devraient afficher des taux d'expansion légèrement inférieurs à la tendance de ces dernières années, à l'exception du Costa Rica qui enregistrerait un taux très modeste, en raison des problèmes qui touchent l'industrie électronique. Les autres pays des Caraïbes devraient présenter une situation hétérogène, tant en raison de la conjoncture

externe que de la complexité de certaines conjonctures internes (Haïti, Jamaïque).

L'investissement devrait connaître une expansion limitée en 2001

Il est peu probable que l'expansion de l'investissement brut total en 2000 se répète en 2001. La baisse importante des courants de capitaux vers plusieurs pays de la région, en raison des attentes peu favorables des investisseurs internationaux, ne permettrait pas de récupérer les niveaux d'investissement atteints jusqu'en 1998.

La contraction de l'investissement va être généralisée. Dans le nord de la région, le contraste sera considérable par rapport à l'année 2000, qui s'est caractérisé par une hausse importante, principalement au Mexique, où l'investissement a augmenté de presque 9%. En 2001, la situation est très différente; durant le premier trimestre, l'investissement a subi d'emblée une baisse de 6%, due particulièrement à la réduction des stocks, alors que l'investissement fixe restait pratiquement invariable. En République dominicaine, les résultats en matière d'investissement seront probablement médiocres, particulièrement dans le secteur du bâtiment, qui a connu une contraction durant le premier trimestre. Dans les autres pays, les perspectives sont également peu prometteuses, en raison des prévisions de croissance modeste.

En Amérique du sud, les perspectives ne sont pas non plus très encourageantes. Le Chili et le Brésil ont affiché lors du premier trimestre 2001 une croissance importante de l'investissement, mais cette situation a connu un revers à partir du second trimestre. D'autre part, l'Argentine, le Pérou et l'Uruguay, qui avaient enregistré des chutes abruptes de leurs niveaux d'investissement lors d'années précédentes, ont présenté la même tendance négative au cours du premier trimestre 2001 et rien n'indique que cette situation puisse changer. La Colombie pourrait poursuivre en 2001 la relance amorcée en 2000, grâce à l'essor du pétrole. Le Venezuela ne devrait pas rencontrer de grands problèmes pour continuer de promouvoir l'investissement, en particulier l'investissement public, grâce aux recettes publiques considérables provenant de l'exportation du pétrole.

L'inflation a diminué à nouveau, bien que légèrement

Durant la première moitié de 2001, le taux d'inflation de la région dans son ensemble a connu à nouveau une légère baisse, situant ainsi le taux annuel pour l'ensemble de la région à presque 8%. D'autre part, les prix de gros ont affiché une augmentation d'un seul chiffre en termes de pourcentage, après la forte hausse enregistrée en 1999.

Cette inflation régionale modérée s'explique principalement par la stabilité du taux de change dans la plupart des pays et la fin de l'escalade des prix du pétrole. Un autre facteur ayant également pesé dans ce faible taux d'inflation est le maintien de politiques monétaires prudentes et la situation récessive que connaissent plusieurs pays (voir le graphique 13).

Les perspectives pour le second semestre 2001 sont un peu plus pessimistes, étant donnée le relèvement du taux de change dans certains pays, en particulier au Brésil et, dans une moindre mesure, au Chili, au Paraguay et en Uruguay. Par contre, dans les autres pays, de bonnes perspectives ont été prévues pour le reste de l'année, puisqu'on n'a relevé aucun élément qui puisse retourner la situation actuelle.

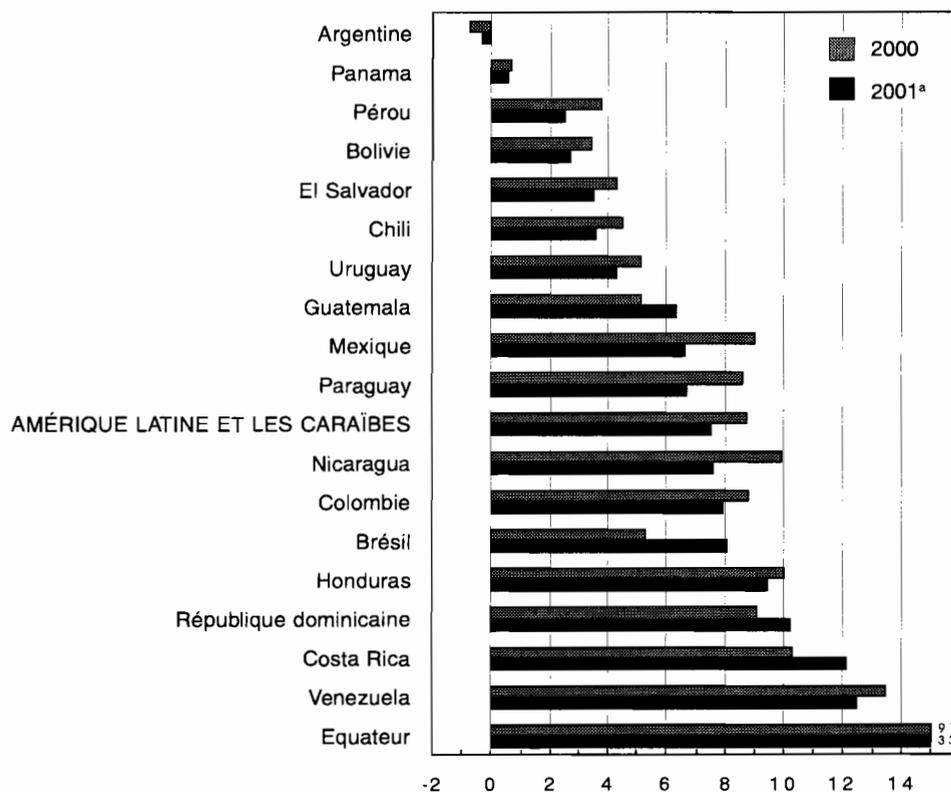
Dans 10 des 22 pays disposant d'information, la hausse des prix s'est atténuée, alors que dans 7 autres pays, elle est restée pratiquement invariable. Par ailleurs, dans cinq économies, l'inflation s'est accélérée, particulièrement au Brésil qui a affiché une hausse de trois points de pourcentage par rapport à celle enregistrée en 2000.

Les meilleurs résultats peuvent être observés en Equateur, où l'inflation a connu un fléchissement notable. Après une progression marquée en 1999 et au début de l'année 2000, le débordement inflationniste a été freiné grâce à la dollarisation de l'économie, suivie d'un ralentissement rapide de la hausse des prix. Pour le second semestre, on prévoit que cette tendance se poursuivra, puisque les prix de gros affichent une augmentation considérablement inférieure aux prix à la consommation.

Le Mexique a également enregistré une performance favorable, avec des signes clairs de consolidation du processus de stabilisation et le retour, après plusieurs années, à une inflation annuelle de l'ordre de 6%. L'inflation a également reculé au Nicaragua et au Paraguay, pays dans lesquels elle avait connu une poussée l'année précédente. Dans ces deux cas, le renversement de la tendance des cours du pétrole sur le marché international a eu une influence décisive sur l'évolution favorable de l'économie.

L'Argentine a à nouveau affiché une déflation sur la période de 12 mois qui a pris fin en juin, mais il n'est pas impossible que les prix gagnent du terrain au cours du reste de l'année, en raison des mesures récentes qui ont supposé un relèvement du taux de change pour les opérations du commerce extérieur. La Barbade et le Panama ont conservé leur taux d'inflation traditionnellement faible, tandis que la Bolivie et le Pérou ont continué d'avancer dans le contrôle de l'inflation. Pour leur part, le Chili, El Salvador, le Guatemala et l'Uruguay ont à nouveau affiché une inflation modérée.

Graphique 13
L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES: PRIX À LA CONSOMMATION
 (Variation sur douze mois)



Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

^a Au mois de juin 2001.

La Colombie a enregistré un fléchissement de l'inflation, ce qui démontre la consolidation du processus de stabilisation engagé ces dernières années.

Au Brésil, la hausse considérable du taux de change au cours du premier semestre 2001 pourrait accentuer l'inflation durant le reste de l'année, bien que cette situation puisse être contrée par un ralentissement de l'économie à partir du second trimestre et une politique monétaire plus stricte. Par contre, en République dominicaine la progression de l'inflation en douze mois peut être attribuée principalement à la forte hausse enregistrée en septembre 2000, lorsque le nouveau gouvernement a ajusté les prix des carburants que les autorités antérieures avaient négligé d'actualiser. Par la suite, la hausse des prix a suivi une cadence nettement plus lente, ce qui autorise à penser que l'inflation pour toute l'année 2001 sera à nouveau d'un chiffre.

Le Costa Rica a accusé une légère augmentation de l'inflation, tandis qu'au Honduras celle-ci a connu une faible diminution, se situant légèrement au-dessous de

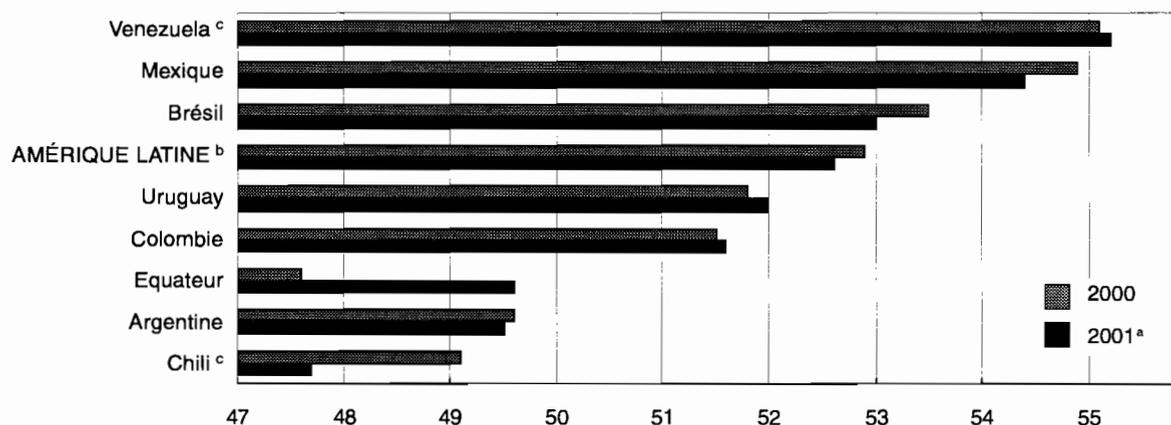
10%. Au Venezuela, l'inflation a continué de perdre du terrain, processus qui s'est accentué en raison de la meilleure situation des changes, et à la fin de l'année elle sera certainement proche de 10%. D'autre part, en Haïti, l'inflation galopante a été jugulée, et a même eu un certain fléchissement, se situant à 16%. La réduction significative du taux de dévaluation et la stabilité des prix du pétrole expliquent cette situation.

L'emploi subit l'effet du ralentissement de la croissance

L'amélioration de la situation de l'emploi à l'échelon régional observée l'année précédente, surtout en termes de création d'emplois et, dans une moindre mesure, de recul du chômage, tend à se freiner et à se renverser en raison du ralentissement de l'activité économique en 2001.

Durant les premiers mois de l'année, cette situation se reflète déjà dans le niveau de l'emploi, qui dans huit pays a baissé à 52.6%, par rapport à 52.9% durant le

Graphique 14
L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES: NIVEAU DE L'EMPLOI URBAIN
 (Nombre de personnes employées comme pourcentage de la population en âge actif,
 premier semestre de chaque année)



Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

^a Chiffres préliminaires.

^b Moyenne pondérée.

^c Couverture nationale.

premier semestre de l'année précédente. L'une des raisons est la chute de cet indicateur dans les principales économies de la région, le Brésil et le Mexique. Le niveau de l'emploi a également diminué au Chili, et s'est maintenu pratiquement constant en Argentine, en Colombie et au Venezuela, alors qu'il a augmenté en Equateur et en Uruguay (voir le graphique 14).

Le Mexique se voit touché par le ralentissement de l'économie américaine, qui a eu des effets très néfastes sur la création d'emplois dans les activités d'exportation. En particulier, la maquila, secteur dans lequel les taux de croissance annuels ont dépassé 10% dans les années 90, a montré une certaine faiblesse dans ce domaine à partir de la fin de l'année 2000, et en mai, le taux de croissance annuel a baissé à 1.7%, en raison d'une chute absolue du nombre de personnes occupées à partir du mois de février. L'emploi dans le reste de l'industrie manufacturière a diminué de 2.3% dans les premiers mois de 2001 par rapport à la même période de l'année précédente, ce qui s'est traduit par une baisse de 0.8% de l'emploi structuré dans l'ensemble de l'industrie manufacturière. Des emplois structurés ont également été perdus dans le bâtiment. Grâce au dynamisme de la création de nouveaux postes de travail dans certaines activités du secteur tertiaire, le solde de création d'emplois structurés durant la période indiquée a été légèrement positif, et a affiché une croissance annuelle de 1.8% au mois de mai.

Au Brésil, l'expansion de l'emploi structuré enregistrée durant 2000 s'est maintenue au cours des premiers mois de 2001, surtout dans l'industrie

manufacturière, dont la production a continué d'augmenter avec des taux élevés. Cependant, à l'échelon global, la création d'emplois a subi un fort ralentissement, et son taux de croissance par rapport au même mois de l'année précédente a baissé dans les six principales zones métropolitaines, passant de 3.6% en janvier à 0.2% en mai. Par conséquent, le niveau de l'emploi a baissé de 0.5% entre le premier semestre 2000 et la même période en 2001. Dans l'industrie manufacturière, la croissance de l'emploi est restée stable (2.1% entre mai 2000 et mai 2001), tandis qu'elle stagnait dans le secteur tertiaire et chutait dans celui du bâtiment. Le ralentissement de l'activité économique lors du second semestre a également eu une influence négative sur la création d'emplois.

En Argentine, après les résultats négatifs enregistrés en 2000, la création d'emplois est restée peu dynamique durant les premiers mois de 2001. En effet, l'information disponible sur la zone de Buenos Aires indique qu'entre décembre 2000 et avril de l'année en cours, l'emploi structuré a baissé de 0.4%, ce qui correspond à une chute annuelle de 0.8%. La réduction inter annuelle a été plus marquée dans le secteur du bâtiment, l'industrie manufacturière et les services de base, alors que l'emploi structuré s'est étendu aux autres activités du secteur tertiaire.

Au Chili, la création d'emplois structurés s'est affaiblie à partir du quatrième trimestre 2000, et au mois d'avril 2001, on enregistrerait une contraction de 0.8% par rapport au même mois de l'année précédente. Le recul de l'emploi s'est étendu tant aux salariés qu'aux

non salariés, et au cours du trimestre mars-mai 2001, une baisse de l'emploi total de 1.7% a été enregistrée par rapport à la même période durant l'année précédente, ce qui s'est traduit par une chute du niveau de l'emploi qui est passé de 49.2% à 47.5%.

En Colombie, l'emploi structuré dans le secteur manufacturier a connu une légère reprise à partir du second semestre 2000, et durant la période janvier-avril 2001, a enregistré une hausse de 1.9% par rapport à la même période de l'année précédente. Cependant, en général la demande de main d'œuvre est restée faible et entre le premier trimestre 2000 et la même période en 2001, le pourcentage d'emplois salariés est passé de 52.5% à 51.1%. La chute saisonnière du niveau de l'emploi entre le second semestre de 2000 et le premier semestre de 2001 a été plus brusque que d'autres années, bien qu'il soit resté relativement stable en comparaison avec le premier semestre 2000, alors que le sous-emploi enregistrait une légère hausse.

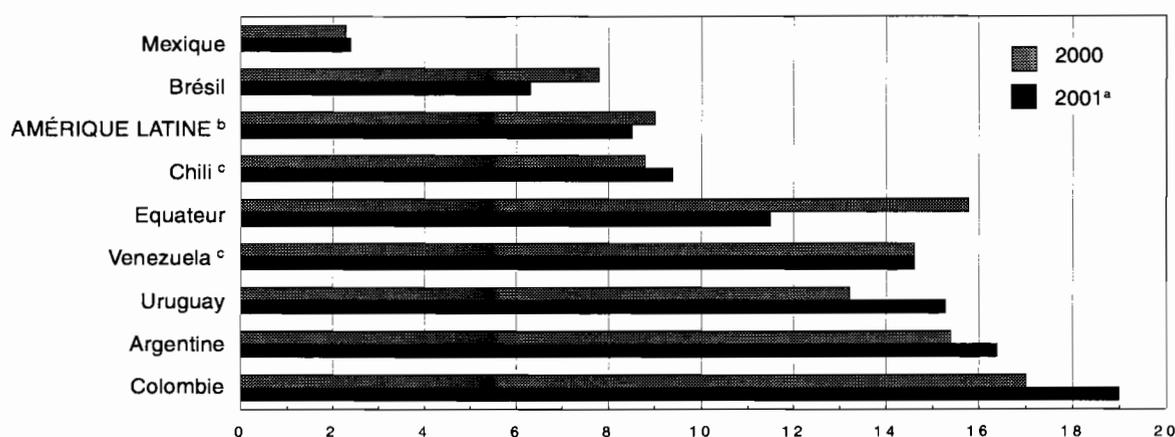
L'Equateur est en phase de récupération de la profonde crise économique qui s'est traduite, entre autres, par une réduction de l'emploi structuré et une forte avancée du chômage. A partir du second semestre de 2000, le niveau de l'emploi a augmenté à nouveau, et entre janvier et mai 2000 et la même période en 2001, il est passé de 47.6% à 49.6%.

Malgré la diminution du niveau de l'emploi à l'échelon régional, les indicateurs du chômage ne se sont pas détériorés, grâce à de légères baisses de la participation de la main d'œuvre au Brésil et au

Mexique. D'après l'information correspondant à ces huit pays, la comparaison entre le premier semestre de 2000 et les premiers mois de 2001 indique que le taux de chômage est passé de 9.0% à 8.5%. Malgré cette variation favorable à l'échelon régional, la situation du chômage s'est aggravé dans la moitié des pays disposant d'information (Argentine, Chili, Colombie, Uruguay), alors que ce taux a connu une légère hausse au Mexique, est resté stable au Venezuela et a baissé au Brésil et en Equateur (voir le graphique 15). On peut s'attendre à ce que dans l'ensemble de l'année, la chute du niveau de l'emploi soit encore plus marquée et que la réduction saisonnière du chômage, qu'on observe généralement à l'échelon régional durant le second semestre, ne se fasse pas sentir en 2001. Par conséquent, d'après les projections régionales, la moyenne annuelle du taux de chômage se maintiendra à 8.5%.

Le faible dynamisme des marchés du travail touche également les salaires. Dans la comparaison entre les premiers mois de 2001 et la même période de l'année précédente, on observe de légères augmentations (de 1% à 1.5%) au Chili et en Colombie et des baisses de l'ordre de 1% en Argentine, au Brésil et en Uruguay. La seule exception est le Mexique, qui a enregistré une hausse des salaires de presque 5%, qui est en grande partie le fait des augmentations perçues au cours de l'année 2000, de sorte que le taux d'accroissement annuel montre une tendance à la baisse, de 7.1% en janvier 2001 à 3.2% en avril.

Graphique 15
L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES: LE CHÔMAGE URBAIN
(Pourcentage de la population active, premier semestre de chaque année)



Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

^a Chiffres préliminaires. ^b Moyenne pondérée. ^c Couverture nationale.

Annexe statistique

Tableau A-1
L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES: PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 ^a
Indices 1995=100									
Produit intérieur brut	90.8	94.0	98.9	100.0	103.7	109.1	111.5	111.9	116.5
Produit intérieur brut par habitant	95.6	97.2	100.6	100.0	102.0	105.5	106.2	104.9	107.5
Taux annuels de variation									
Produit intérieur brut	3.0	3.5	5.2	1.1	3.7	5.2	2.3	0.4	4.1
Produit intérieur brut par habitant	1.2	1.7	3.4	-0.6	2.0	3.5	0.6	-1.1	2.5
Prix à la consommation ^b	414.0	877.0	333.1	25.8	18.2	10.4	10.3	9.5	8.7
Termes de l'échange	-0.6	-0.4	4.9	1.2	1.4	2.0	-5.8	0.4	5.9
Pourcentages									
Taux de chômage urbain	6.5	6.5	6.6	7.5	7.9	7.5	8.1	8.8	8.5
Pourcentages du produit intérieur brut^c									
Balance des paiements									
Balance commerciale des biens et des services	-1.2	-1.6	-1.8	-0.7	-0.6	-1.6	-2.8	-1.2	-0.7
Balance des opérations en compte courant	-2.7	-3.3	-3.3	-2.2	-2.1	-3.3	-4.5	-3.2	-2.4
Balance du compte de capital et de financement ^d	3.9	4.5	2.7	1.8	3.7	4.4	3.5	2.5	3.4
Balance globale	1.2	1.2	-0.6	-0.4	1.6	1.1	-0.9	-0.7	1.0
Total montants décaissés de la dette extérieure	37.6	37.5	35.0	36.3	34.6	33.0	36.9	42.7	37.5

Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

^a Chiffres préliminaires.

^b Variation de décembre à décembre.

^c Estimations sur la base de chiffres en dollars aux prix courants.

^d Comprend les erreurs et omissions.

Tableau A-2
L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES: PRODUIT INTÉRIEUR BRUT
(Taux annuels de variation)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 ^a	1991-2000
Amérique latine et les Caraïbes^b	3.0	3.5	5.2	1.1	3.7	5.2	2.3	0.4	4.1	3.2
Sous-total (20 pays)	3.0	3.5	5.2	1.1	3.7	5.2	2.3	0.3	4.1	3.2
Argentine	9.6	5.9	5.8	-2.9	5.5	8.0	3.8	-3.4	-0.5	4.1
Bolivie	1.7	4.3	4.8	4.7	4.5	4.9	5.2	0.5	1.8	3.8
Brésil	-0.3	4.5	6.2	4.2	2.5	3.1	0.1	0.7	4.5	2.6
Chili	10.9	6.6	5.1	9.0	6.9	6.8	3.6	-0.1	4.9	6.1
Colombie	3.6	4.4	5.9	4.9	1.9	3.3	0.8	-3.8	2.3	2.5
Costa Rica	8.5	7.0	4.7	3.7	0.6	5.6	8.2	8.0	1.7	4.9
Cuba	-13.8	-16.0	2.0	3.4	8.7	3.3	1.3	6.8	5.7	-1.5
Equateur	3.0	2.2	4.4	3.0	2.3	3.9	1.0	-9.5	2.8	1.7
El Salvador	7.3	6.4	6.0	6.2	1.8	4.2	3.5	3.4	1.9	4.3
Guatemala	4.9	4.0	4.1	5.0	3.0	4.4	5.1	3.6	3.1	4.1
Haïti	-13.8	-2.2	-8.3	5.0	2.8	1.5	3.2	2.6	1.3	-0.9
Honduras	5.8	7.1	-1.9	3.7	3.7	4.9	3.3	-1.5	4.8	3.2
Mexique	3.7	1.8	4.4	-6.1	5.4	6.8	5.1	3.7	7.0	3.6
Nicaragua	0.8	-0.4	4.0	4.4	5.1	5.4	4.1	7.4	4.7	3.5
Panama	8.2	5.3	3.1	1.9	2.7	4.7	4.6	3.2	2.8	4.5
Paraguay	1.7	4.0	3.0	4.5	1.1	2.4	-0.6	-0.1	-0.7	1.8
Pérou	-0.4	4.8	12.8	8.6	2.5	6.8	-0.5	0.9	3.0	4.1
République dominicaine	8.0	3.0	4.3	4.7	7.2	8.3	7.3	8.0	7.8	5.9
Uruguay	8.3	3.5	7.0	-2.3	5.0	5.4	4.3	-3.3	-1.7	2.9
Venezuela	7.0	-0.4	-3.7	5.9	-0.4	7.4	0.7	-5.8	4.0	2.4
Sous-total Caraïbes^b	0.7	0.5	3.1	2.8	2.9	1.9	2.6	4.1	3.3	2.3
Antigua-et-Barbuda	0.9	5.0	6.2	-4.8	6.0	5.5	3.9	4.5	3.5	3.3
Barbade	-5.6	1.0	2.9	2.4	3.3	2.8	5.3	3.1	3.0	1.4
Belize	9.0	4.3	1.6	3.7	1.3	4.4	2.0	5.9	10.1	4.5
Dominique ^c	2.3	1.9	1.9	1.2	2.9	2.2	2.8	0.7	...	2.4
Grenade ^c	1.0	-1.1	3.4	3.1	3.0	4.3	7.6	8.1	...	3.8
Guyana	9.1	11.5	9.4	3.8	8.6	6.7	-2.2	3.9	3.0	6.2
Jamaïque	2.5	1.8	1.9	1.8	-0.3	-2.2	-1.0	0.7	0.5	0.6
St Kitts-et-Nevis ^c	3.2	4.6	5.5	1.8	5.7	6.9	0.9	2.2	...	3.6
St Vincent et les Grenadines ^c	6.9	2.0	-2.3	7.8	1.2	3.5	5.8	4.0	...	3.7
Sainte-Lucie ^c	7.5	-1.3	4.6	2.1	0.8	-0.3	2.6	3.5	...	2.7
Surinam ^c	-1.8	-10.8	-0.9	4.1	13.2	6.1	1.9	-2.4	...	0.8
Trinité-et-Tobago	-1.0	-1.2	4.2	4.2	4.4	4.0	5.3	7.8	5.0	3.6

Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels convertis en dollars aux prix constants de 1995.

^a Chiffres préliminaires.

^b Ne concerne que les pays fournissant l'information.

^c La dernière colonne porte sur la période 1990-1999.

Tableau A-3
L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES: PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR HABITANT
(Taux annuels de variation)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 ^a	1991-2000
Amérique latine et les Caraïbes^b	1.2	1.7	3.4	-0.6	2.0	3.5	0.6	-1.1	2.5	1.6
Sous-total (20 pays)^b	1.2	1.8	3.4	-0.6	2.0	3.5	0.6	-1.2	2.5	1.5
Argentine	8.2	4.5	4.4	-4.1	4.1	6.6	2.5	-4.6	-1.7	2.8
Bolivie	-0.7	1.7	2.3	2.2	2.0	2.4	2.8	-1.8	-0.4	1.3
Bésil	-1.8	3.0	4.7	2.7	1.1	1.7	-1.2	-0.7	3.2	1.2
Chili	9.1	4.8	3.4	7.4	5.4	5.3	2.2	-1.4	3.5	4.5
Colombie	1.6	2.4	3.8	2.9	0.0	1.3	-1.1	-5.6	0.5	0.5
Costa Rica	5.1	3.7	1.6	0.8	-2.0	2.9	5.6	5.5	-0.6	2.1
Cuba ^c	-14.4	-16.5	1.4	2.8	8.1	2.9	0.8	6.4	5.3	-2.0
Equateur	0.7	-0.1	2.1	0.8	0.2	1.8	-0.9	-11.2	0.9	-0.4
El Salvador	5.1	4.2	3.7	4.0	-0.3	2.1	1.4	1.3	-0.1	2.2
Guatemala	2.2	1.3	1.4	2.2	0.3	1.7	2.4	0.9	0.4	1.4
Haïti	-15.4	-4.0	-9.9	3.1	0.9	-0.4	1.3	0.7	-0.6	-2.8
Honduras	2.7	4.0	-4.7	0.7	0.8	2.1	0.5	-4.1	2.1	0.3
Mexique	1.8	-0.1	2.6	-7.8	3.7	5.1	3.4	2.1	5.4	1.8
Nicaragua	-2.1	-3.3	0.9	1.5	2.2	2.6	1.3	4.5	1.9	0.6
Panama	6.2	3.4	1.3	0.1	0.9	2.9	2.9	1.6	1.3	2.7
Paraguay	-1.1	1.3	0.4	1.7	-1.6	-0.2	-3.2	-2.6	-3.2	-0.9
Pérou	-2.1	3.0	10.9	6.8	0.7	4.9	-2.2	-0.8	1.3	2.3
République dominicaine	5.9	1.0	2.4	2.8	5.3	6.5	5.5	6.2	6.1	4.0
Uruguay	7.5	2.8	6.2	-3.0	4.2	4.6	3.5	-4.0	-2.4	2.2
Venezuela	4.6	-2.7	-5.8	3.7	-2.5	5.2	-1.3	-7.7	2.0	0.2
Sous-total Caraïbes^b	-0.1	-0.2	2.3	2.0	2.2	1.2	1.9	3.4	2.6	1.6
Antigua-et-Barbuda	0.3	4.3	5.5	-5.4	5.3	4.9	3.2	3.9	2.9	2.7
Barbade	-5.9	0.6	2.5	2.0	2.9	2.4	4.9	2.7	2.6	1.0
Belize	7.1	2.4	-0.2	1.8	-0.8	2.2	-0.2	3.6	7.7	2.4
Dominique ^c	2.3	1.9	1.9	1.2	2.9	2.2	2.8	0.7	...	2.4
Grenade ^c	0.8	-1.3	3.1	2.9	2.5	3.8	7.1	7.6	...	3.5
Guyana	8.8	11.1	9.1	3.5	8.1	6.2	-2.7	3.4	2.5	5.8
Jamaïque	1.7	1.0	1.0	0.9	-1.1	-3.0	-1.9	-0.1	-0.3	-0.2
St Kitts-et-Nevis ^c	3.7	5.2	6.0	2.3	5.7	6.9	0.9	2.2	...	3.9
St Vincent et les Grenadines ^c	5.9	1.1	-3.2	6.8	0.3	2.6	4.9	3.1	...	2.7
Sainte-Lucie ^c	6.2	-2.5	3.4	0.8	-0.3	-1.5	1.4	2.4	...	1.4
Surinam ^c	-2.1	-11.1	-1.3	3.7	12.7	5.7	1.5	-2.8	...	0.4
Trinité-et-Tobago	-1.8	-1.9	3.4	3.4	3.9	3.4	4.8	7.3	4.5	2.9

Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels convertis en dollars aux prix constants de 1995.

^a Chiffres préliminaires.

^b Ne concerne que les pays fournissant l'information.

^c La dernière colonne porte sur la période 1990-1999.

Tableau A-4
**L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES: FINANCEMENT DE
 L'INVESTISSEMENT INTÉRIEUR BRUT ^a**
(Comme pourcentages du produit intérieur brut)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 ^b
Épargne intérieure	19.5	19.1	19.4	20.5	20.4	20.6	19.3	19.0	19.3
Rentabilité des facteurs	-2.4	-2.5	-2.2	-2.4	-2.3	-2.4	-2.5	-2.9	-2.7
Transferts	0.9	0.8	0.8	0.9	0.8	0.8	0.9	1.1	1.0
Épargne nationale brute	18.1	17.4	18.0	19.0	18.9	19.0	17.7	17.1	17.7
Publique	3.7	2.7	2.8	0.5	0.4	-0.1	-0.5	-1.3	1.3
Privée	14.9	13.2	13.6	18.8	18.9	19.2	18.2	19.2	18.2
Épargne extérieure	2.8	3.3	3.3	2.1	2.1	3.3	4.2	3.0	2.3
Formation brute de capital	20.8	20.7	21.3	20.8	20.5	21.7	21.4	20.1	19.9

Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels convertis en dollars aux prix courants.

^a Sur la base des coefficients calculés en monnaie nationale, convertis en dollars courants.

^b Chiffres préliminaires.

Tableau A-5
L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES: FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE
(Comme pourcentages du produit intérieur brut)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 ^a
Amérique latine et les Caraïbes	19.0	19.3	20.3	19.1	19.4	20.9	21.0	19.9	19.6
Argentine	17.1	18.6	20.0	17.9	18.5	20.1	20.7	18.7	17.2
Bolivie	16.6	16.3	14.3	15.5	16.6	20.2	24.9	21.1	19.6
Brésil	18.7	18.6	20.0	20.5	20.3	21.5	21.2	20.0	19.6
Chili	19.5	21.7	21.6	23.9	24.5	25.4	25.5	21.5	21.2
Colombie ^b	15.9	20.7	23.8	22.9	22.2	21.1	19.3	15.1	14.8
Costa Rica	18.5	19.4	18.9	18.7	17.1	18.7	21.7	19.6	18.4
Cuba	12.7	10.8	7.6	7.8	9.8	9.8	10.3	9.8	10.2
Equateur	18.9	18.6	18.5	18.6	18.5	18.5	19.4	14.5	15.5
El Salvador	15.3	16.6	17.6	18.7	16.3	16.9	17.7	17.1	17.7
Guatemala	14.4	15.0	14.1	14.5	13.7	16.2	18.5	18.9	18.0
Haïti ^b	8.0	7.6	7.7	13.8	13.2	12.8	13.4	13.9	13.9
Honduras	22.5	28.5	29.0	24.0	24.6	27.1	29.0	31.3	28.4
Mexique	21.8	20.8	21.6	16.2	17.9	20.5	21.2	22.0	22.6
Nicaragua	21.2	19.9	22.1	23.9	24.7	28.0	30.1	39.0	32.8
Panama	17.9	24.0	24.6	26.0	24.6	24.7	27.3	33.4	31.1
Paraguay	22.2	22.1	22.4	23.1	22.8	22.0	21.1	20.3	20.3
Pérou	17.1	18.1	21.5	24.1	22.8	24.6	24.4	21.5	19.8
République dominicaine	25.0	25.9	24.1	21.7	21.6	23.9	29.1	30.0	29.9
Uruguay	12.7	14.1	14.0	13.5	14.0	14.5	15.0	14.6	13.1
Venezuela	21.4	20.2	17.1	16.5	15.3	18.0	17.3	15.4	15.1

Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels convertis en dollars aux prix constants de 1995.

^a Chiffres préliminaires.

^b Comprend la variation des stocks.

Tableau A-6
L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES: CHÔMAGE URBAIN
(Taux moyens annuels)

	1980	1985	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 ^a
Amérique latine et les Caraïbes^b	6.2	7.3	5.8	6.5	6.6	7.5	7.9	7.5	8.1	8.8	8.5
Moyenne simple de 22 pays	...	...	...	10.0	9.5	10.1	10.5	9.9	9.7	10.6	10.8
Argentine											
Zones urbaines ^c	2.6	6.1	7.4	9.6	11.5	17.5	17.2	14.9	12.9	14.3	15.1
Barbade											
Total national ^d	...	...	14.7	24.3	21.9	19.7	15.6	14.5	12.3	10.4	9.2
Bolivie											
Capitales départementales	...	5.8	7.3	5.8	3.1	3.6	3.8	4.4	6.1	8.0	7.6
Bésil											
Six zones métropolitaines	6.3	5.3	4.3	5.4	5.1	4.6	5.4	5.7	7.6	7.6	7.1
Chili											
Total national ^e	10.4	15.3	7.8	6.5	7.8	7.4	6.4	6.1	6.4	9.8	9.2
Colombie ^d											
Sept zones métropolitaines	10.0	13.9	10.5	8.6	8.9	8.8	11.2	12.4	15.3	19.4	20.2
Costa Rica											
Total urbain	6.0	6.7	5.4	4.0	4.3	5.7	6.6	5.9	5.4	6.2	5.3
Cuba											
Total national	...	...	...	6.2	6.7	7.9	7.6	7.0	6.6	6.0	5.5
Equateur ^d											
Total urbain ^f	5.7	10.4	6.1	8.9	7.8	7.7	10.4	9.3	11.5	15.1	14.1
El Salvador											
Total urbain	...	...	10.0	8.1	7.0	7.0	7.5	7.5	7.6	6.9	6.5
Guatemala ^g											
Total national	2.2	12.1	6.3	2.6	3.5	3.9	5.2	5.1	3.8	...	...
Honduras											
Total urbain	8.8	11.7	7.8	7.0	4.0	5.6	6.5	5.8	5.2	5.3	...
Jamaïque ^d											
Total national	...	...	15.3	16.3	15.4	16.2	16.0	16.5	15.5	15.7	15.5
Mexique											
Zones urbaines ^c	4.5	4.4	2.7	3.4	3.7	6.2	5.5	3.7	3.2	2.5	2.2
Nicaragua											
Total national	...	3.2	7.6	17.8	17.1	16.9	16.0	14.3	13.2	10.7	9.8
Panama ^d											
Région métropolitaine	9.9	15.6	20.0	15.6	16.0	16.6	16.9	15.5	15.2	14.0	15.2
Paraguay											
Total urbain ^h	4.1	5.2	6.6	5.1	4.4	5.3	8.2	7.1	6.6	9.4	10.7
Pérou											
Zone métropolitaine de Lima	7.1	10.1	8.3	9.9	8.8	8.2	8.0	9.2	8.5	9.2	8.5
République dominicaine ^d											
Total national	...	...	...	19.9	16.0	15.8	16.5	15.9	14.3	13.8	13.9
Trinité-et-Tobago											
Total national ^d	...	...	20.1	19.8	18.4	17.2	16.2	15.0	14.2	13.1	12.5
Uruguay											
Total urbain ⁱ	7.4	13.1	8.5	8.3	9.2	10.3	11.9	11.5	10.1	11.3	13.6
Venezuela											
Total national	6.0	13.1	10.4	6.6	8.7	10.3	11.8	11.4	11.3	14.9	14.0

Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

^a Chiffres préliminaires.

^b Ne comprend pas les Caraïbes avant 1990.

^c Représente un nombre élevé et croissant de zones urbaines.

^d Comprend le chômage déguisé.

^e Le chiffre figurant dans la colonne de 1985 correspond à 1984.

^f 1999 et 2000, Cuenca, Guayaquil et Quito.

^g Estimations officielles.

^h Jusque 1993, les chiffres correspondent à la zone métropolitaine d'Asuncion.

ⁱ En 1980 et 1985, les chiffres correspondent à Montevideo.

Tableau A-7
L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES: PRIX À LA CONSOMMATION
(Pourcentages de variation de décembre à décembre)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 ^a
Amérique latine et les Caraïbes	414.0	877.0	333.1	25.8	18.2	10.4	10.3	9.5	8.7	7.5
Argentine	17.5	7.4	3.9	1.6	0.1	0.3	0.7	-1.8	-0.7	-0.3
Barbade	3.3	-1.0	2.1	2.8	1.8	3.6	1.7	2.9	3.8	2.6
Bolivie	10.5	9.3	8.5	10.6	9.9	6.7	4.4	3.1	3.4	2.7
Brésil	1 149.1	2 489.1	929.3	22.0	9.1	4.3	2.5	8.4	5.3	8.1
Chili	12.7	12.2	8.9	8.2	6.6	6.0	4.7	2.3	4.5	3.6
Colombie	25.1	22.6	22.6	19.5	21.6	17.7	16.7	9.1	8.8	7.9
Costa Rica	17.0	9.0	19.9	22.6	13.9	11.2	12.4	10.0	10.3	12.1
Équateur	60.2	31.0	25.3	22.8	25.6	30.6	43.4	60.7	91.0	33.1
El Salvador	20.0	12.1	8.9	11.4	7.4	1.9	4.2	-1.0	4.3	3.5
Guatemala	14.2	11.6	11.6	8.6	10.9	7.1	7.5	4.9	5.1	6.5
Haïti	16.1	44.4	32.2	24.8	14.7	15.6	7.4	9.7	19.0	16.9 ^b
Honduras	6.5	13.0	28.9	26.8	25.3	12.8	15.7	10.9	10.0	9.4
Jamaïque	40.2	30.1	26.9	25.5	15.8	9.2	7.9	7.0	6.1	6.2 ^b
Mexique	11.9	8.0	7.1	52.1	27.7	15.7	18.6	12.3	9.0	6.6
Nicaragua	3.5	19.5	12.4	10.9	12.1	7.3	18.5	7.2	9.9	7.6
Panama	1.6	0.9	1.4	0.8	2.3	-0.5	1.4	1.5	0.7	0.5 ^b
Paraguay	17.8	20.4	18.3	10.5	8.2	6.2	14.6	5.4	8.6	6.7
Pérou	56.7	39.5	15.4	10.2	11.8	6.5	6.0	3.8	3.8	2.5
République dominicaine	5.2	2.8	14.3	9.2	4.0	8.4	7.8	5.1	9.1	10.2
Trinité-et-Tobago	8.5	13.4	5.5	3.8	4.3	3.5	5.6	3.4	5.6	4.8 ^b
Uruguay	59.0	52.9	44.1	35.4	24.3	15.2	8.7	4.2	5.1	4.3
Venezuela	31.9	45.9	70.8	56.6	103.2	37.6	29.9	20.1	13.4	12.5

Source: CEPALC, sur la base de l'information fournie par les organismes officiels nationaux.

^a Correspond à la variation de juillet 2000 à juin 2001.

^b Correspond à la variation de mai 2000 à avril 2001.

Tableau A-8
L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES: COMPTABILITÉ DU SECTEUR
PUBLIC NON FINANCIER^a

(Comme pourcentages du produit intérieur brut)

	Recettes totales		Recettes courantes		Recettes fiscales		Dépenses totales		Dépenses courantes		Paiement au titre des intérêts		Solde financier	
	1999	2000 ^b	1999	2000 ^b	1999	2000 ^b	1999	2000 ^b	1999	2000 ^b	1999	2000 ^b	1999	2000 ^b
Amérique latine et les Caraïbes	22.5	23.2	20.4	21.1	14.7	14.8	25.6	25.5	19.1	19.4	2.8	2.8	-3.1	-2.3
Argentine	20.2	19.6	19.2	19.5	17.6	18.1	21.9	22.0	20.8	21.0	2.9	3.4	-1.7	-2.4
Bolivie	31.6	32.7	30.5	31.1	13.1	13.4	35.4	36.7	28.3	29.7	1.2	1.5	-3.8	-4.1
Bésil	34.4	38.2	27.6	30.6	26.6	29.8	44.4	42.7	40.4	38.9	6.7	4.7	-10.0	-4.6
Chili ^c	23.0	24.1	22.5	23.7	16.9	17.5	24.4	24.0	20.0	20.0	0.4	0.5	-1.5	0.1
Colombie	31.3	30.7	28.8	28.5	17.8	18.1	36.4	34.8	27.4	25.8	5.2	5.4	-5.1	-4.1
Costa Rica ^c	13.0	12.9	12.5	12.7	12.4	12.6	15.3	15.9	13.9	14.3	3.8	3.7	-2.3	-3.0
Equateur	25.3	28.3	25.3	28.3	10.2	12.3	30.0	27.9	22.8	22.3	8.5	7.6	-4.7	0.4
El Salvador	15.0	15.6	14.7	14.8	10.2	10.2	17.8	18.7	14.5	15.4	1.4	1.5	-2.8	-3.0
Guatemala ^c	11.0	10.9	10.9	10.8	9.8	10.1	13.8	12.8	8.6	9.1	1.3	1.2	-2.8	-1.9
Haïti ^c	9.3	8.0	9.0	8.0	9.0	8.0	11.7	10.6	9.5	8.2	0.8	0.5	-2.4	-2.6
Honduras ^c	19.6	18.0	19.3	18.0	17.7	16.6	23.6	23.8	15.8	16.6	2.2	1.6	-4.0	-5.9
Mexique	20.8	21.8	14.7	15.9 ^c	11.4	10.6 ^c	22.0	22.9	15.0	15.7 ^c	3.2	3.3 ^c	-1.2	-1.1
Nicaragua	43.8	39.4	34.8	31.9	30.2	29.8	47.6	45.7	26.2	26.3	2.8	3.4 ^c	-3.8	-6.2
Panama ^c	20.1	19.7	20.0	19.5	12.7	11.3	20.8	21.0	18.4	19.3	5.0	5.6	-0.7	-1.3
Paraguay	25.0	28.6	24.7	27.4	11.1	11.4 ^c	28.3	31.8	16.7	19.3	0.8	1.2 ^c	-3.3	-3.3
Pérou ^c	14.7	15.0	14.4	14.6	12.4	12.0	17.8	17.5	14.5	14.8	2.1	2.2	-3.1	-2.5
République dominicaine ^c	15.8	16.0	15.3	14.8	14.5	13.7	16.2	14.9	11.2	11.3	0.5	0.7	-0.5	1.1
Uruguay	30.0	30.3	19.2	19.4 ^c	15.4	15.5 ^c	33.5	34.1	20.6	21.6 ^c	1.7	2.1 ^c	-3.5	-3.8
Venezuela	23.8	31.1	23.5	30.9	10.3	9.5 ^c	24.9	27.0	17.3	19.2	3.2	3.0	-1.1	4.1

Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

^a Calculés sur la base de chiffres en monnaie nationale aux prix courants.

^b Chiffres préliminaires.

^c Concerne l'information du gouvernement central.

Tableau A-9
L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES: EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS
DE MARCHANDISES, FOB^a

(Taux annuels de variation de l'indice, 1995 = 100)

	Exportations			Importations		
	Valeur	Valeur unitaire	Volume	Valeur	Valeur unitaire	Volume
1990	10.2	4.4	5.5	12.9	3.7	9.0
1991	0.7	-3.2	4.0	17.7	-4.0	22.6
1992	8.0	0.6	7.4	22.8	1.3	21.2
1993	9.9	-2.1	12.3	11.7	-1.8	13.8
1994	16.2	6.5	9.2	18.8	1.5	17.0
1995	21.2	8.3	11.8	12.0	7.1	4.6
1996	11.6	1.0	10.4	10.9	-0.4	11.4
1997	11.3	-0.9	12.3	18.6	-2.8	22.1
1998	-1.2	-9.0	8.5	6.2	-3.4	9.9
1999	5.8	-1.1	7.0	-3.7	-1.5	-2.2
2000 ^b	20.1	8.1	11.1	16.3	2.1	14.0

Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels et du Fonds monétaire international.

^a Comprend 17 pays hispanophones, plus le Brésil et Haïti.

^b Chiffres préliminaires.

Tableau A-10
L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES: EXPORTATIONS DE MARCHANDISES, FOB
(Taux annuels de variation de l'indice, 1995 = 100)^a

	Valeur			Valeur unitaire			Volume		
	1998	1999	2000 ^b	1998	1999	2000 ^b	1998	1999	2000 ^b
Amérique latine et les Caraïbes	-1.3	5.8	20.1	-9.0	-1.1	8.1	8.5	7.0	11.0
Argentine	0.1	-11.8	12.7	-9.0	-9.0	10.5	9.9	-3.1	2.0
Bolivie	-5.4	-4.8	14.5	-9.3	-3.5	4.0	4.3	-1.3	10.1
Brésil	-3.8	-6.2	14.7	-8.0	-12.0	1.8	4.6	6.6	12.7
Chili	-11.1	5.4	16.2	-17.0	-3.2	10.1	7.2	8.7	5.6
Colombie	-4.8	4.8	13.2	-12.9	2.8	14.0	9.3	2.0	-0.7
Costa Rica	31.3	19.5	-11.0	-1.9	-4.0	-5.0	33.8	24.5	-6.4
Equateur	-20.1	5.9	8.9	-15.5	3.5	20.0	-5.5	2.3	-9.2
El Salvador	1.3	1.7	19.0	0.4	-7.2	-1.0	0.8	9.5	20.2
Guatemala	9.4	-2.3	10.3	-2.6	-8.0	1.0	12.3	6.2	9.2
Haïti	45.8	16.4	-6.1	7.5	-4.3	-2.0	35.5	21.8	-4.3
Honduras	11.4	-13.6	15.2	-2.8	-8.0	-1.0	14.6	-6.0	16.3
Mexique	6.4	16.1	22.0	-5.0	1.5	5.0	11.9	14.5	16.2
Nicaragua	0.8	-3.5	14.2	-1.1	-9.0	2.0	1.8	6.1	11.9
Panama	-4.8	-16.5	8.5	0.8	1.0	-1.0	-5.6	-17.3	9.5
Paraguay	6.6	-24.6	-15.8	-0.7	-7.5	-1.1	7.3	-18.6	-14.8
Pérou	-15.7	6.2	14.5	-17.1	-10.0	2.0	1.7	17.9	12.3
République dominicaine	7.9	3.1	11.6	-5.5	-1.2	0.7	14.2	4.3	10.8
Uruguay	1.2	-19.1	3.9	0.2	-12.1	-2.8	1.1	-8.0	7.0
Venezuela	-25.8	18.5	63.5	-29.0	31.9	47.0	4.5	-10.2	11.2

Source: CEPALC, sur la base de chiffres fournis par le Fonds monétaire international et par des organismes nationaux.

^a Les taux de variation des indices de valeur, valeur unitaire et volume présentés dans ce tableau ne coïncident pas nécessairement avec les taux de variation des indices de valeur, valeur unitaire et volume dérivés de la comptabilité nationale des pays, lesquels obéissent à des méthodologies et à des couvertures différentes.

^b Chiffres préliminaires.

Tableau A-11
L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES: IMPORTATIONS DE MARCHANDISES, FOB
(Taux annuels de variation de l'indice, 1995 = 100) ^a

	Valeur			Valeur unitaire			Volume		
	1998	1999	2000 ^b	1998	1999	2000 ^b	1998	1999	2000 ^b
Amérique latine et les Caraïbes	18.7	6.1	-4.1	-2.9	-3.4	-1.5	22.2	9.8	-2.7
Argentine	28.1	3.1	-18.0	-5.9	-4.6	-4.0	36.2	8.1	-14.6
Bolivie	20.2	6.9	-12.5	-4.4	-4.6	-3.4	25.7	12.0	-9.4
Brésil	12.3	-3.5	-14.7	-4.0	-6.0	-2.5	17.0	2.7	-12.6
Chili	10.5	-4.8	-19.6	-4.5	-5.9	-3.5	15.7	1.2	-16.6
Colombie	12.8	-5.2	-26.8	0.9	-5.1	-4.0	11.8	-0.1	-23.8
Costa Rica	16.9	26.2	0.9	-2.0	-5.0	-3.0	19.3	32.9	4.0
Equateur	26.8	11.4	-49.9	-0.6	-5.0	-3.0	27.6	17.3	-48.3
El Salvador	16.2	5.6	2.8	1.9	3.0	-2.0	14.0	2.5	5.0
Guatemala	23.0	23.2	-2.3	-8.1	-2.0	-0.5	33.9	25.8	-1.7
Haïti	12.3	14.5	14.4	-4.5	5.4	-3.0	17.6	8.6	17.9
Honduras	15.9	14.7	9.4	-4.0	-4.9	-1.5	20.8	20.6	11.0
Mexique	22.7	14.2	13.3	-1.3	-1.6	-0.4	24.4	16.0	13.8
Nicaragua	41.3	4.1	21.6	7.8	-5.1	-2.0	31.1	9.7	24.1
Panama	13.7	4.6	-14.3	-0.5	0.9	-1.5	14.3	3.7	-13.0
Paraguay	-4.5	-5.9	-27.8	-0.1	7.4	-2.5	-4.4	-12.4	-26.0
Pérou	8.5	-4.1	-18.1	-5.0	-4.6	-3.1	14.2	0.5	-15.5
République dominicaine	15.4	14.9	8.1	-3.0	-6.5	-2.0	18.9	22.9	10.3
Uruguay	11.6	2.9	-11.9	-1.6	-6.3	-4.5	13.4	9.9	-7.8
Venezuela	37.6	8.3	-20.7	-5.0	-1.5	-1.4	44.9	10.0	-19.5

Source: CEPALC, sur la base de chiffres fournis par le Fonds monétaire international et par des organismes nationaux.

^a Les taux de variation des indices de valeur, valeur unitaire et volume présentés dans ce tableau ne coïncident pas nécessairement avec les taux de variation des indices de valeur, valeur unitaire et volume dérivés de la comptabilité nationale des pays, lesquels obéissent à des méthodologies et à des couvertures différentes.

^b Chiffres préliminaires.

Tableau A-12
**L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES: TERMES DE L'ÉCHANGE
 DE MARCHANDISES FOB/FOB**
(Indices 1995 = 100)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 ^a
Amérique latine et les Caraïbes	94.6	94.2	98.8	100.0	101.4	103.4	97.4	97.8	103.6
Argentine	100.7	104.8	105.6	100.0	108.5	108.9	103.9	98.5	108.8
Bolivie	92.0	88.3	102.5	100.0	111.7	115.6	109.9	109.8	112.0
Brésil	74.2	79.9	91.5	100.0	101.0	106.8	104.6	94.4	91.5
Chili	81.2	74.2	84.1	100.0	80.7	83.0	73.3	73.5	73.6
Colombie	87.4	91.0	104.9	100.0	103.8	104.4	95.8	102.6	115.8
Costa Rica	81.0	84.5	93.9	100.0	94.9	100.6	103.9	102.8	95.8
Equateur	116.3	106.4	108.9	100.0	109.6	111.9	99.6	106.2	123.8
El Salvador	61.1	63.7	81.0	100.0	93.6	94.1	91.7	86.9	82.7
Guatemala	81.6	84.3	89.9	100.0	87.7	94.8	94.3	87.2	84.7
Haïti	92.9	94.1	96.8	100.0	90.6	94.8	96.7	95.3	88.1
Honduras	82.2	90.3	92.1	100.0	92.8	115.4	118.0	110.2	103.8
Mexique	105.0	104.9	103.3	100.0	102.8	104.0	100.4	102.3	107.4
Nicaragua	71.9	81.3	95.5	100.0	88.1	83.9	87.4	81.1	77.3
Panama	104.0	106.8	110.1	100.0	101.3	103.4	103.3	105.9	99.8
Paraguay	79.4	87.2	105.1	100.0	100.0	99.9	92.4	87.7	84.2
Pérou	95.0	89.1	95.7	100.0	96.5	103.2	89.7	83.3	80.9
République dominicaine	96.2	90.7	95.6	100.0	97.7	102.0	103.1	104.0	102.0
Uruguay	96.2	94.6	94.7	100.0	96.7	96.4	103.1	94.9	86.2
Venezuela	108.0	100.9	100.0	100.0	115.6	110.8	79.9	107.0	157.4

Source: CEPALC, sur la base de chiffres fournis par le Fonds monétaire international et par des organismes nationaux.

^a Chiffres préliminaires.

Tableau A-13
L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES: BALANCE DES PAIEMENTS
(Comme pourcentages du produit intérieur brut)^a

	Balance commerciale des biens et des services		Balance du compte des opérations courantes		Balance des comptes de capital et de financement ^b		Balance globale	
	1999	2000 ^c	1999	2000 ^c	1999	2000 ^c	1999	2000 ^c
Amérique latine et les Caraïbes	-1.2	-0.7	-3.2	-2.4	2.5	3.4	-0.7	1.0
Argentine	-1.7	-0.6	-4.4	-3.3	5.1	2.9	0.7	-0.4
Bolivie	-8.2	-7.8	-6.7	-7.2	6.2	4.3	-0.5	-2.9
Brésil	-1.6	-1.4	-4.8	-4.1	1.6	5.4	-3.2	1.4
Chili	2.0	1.2	-0.1	-1.4	-1.0	1.7	-1.1	0.3
Colombie	0.6	1.6	0.0	-0.2	-0.3	1.2	-0.4	1.0
Costa Rica	6.4	1.8	-4.6	-5.3	7.7	4.3	3.1	-1.0
Equateur	8.7	8.9	7.0	10.2	-13.5	-8.6	-6.5	1.6
El Salvador	-12.2	-14.9	-2.0	-3.2	3.6	2.8	1.6	-0.4
Guatemala	-8.5	-8.1	-5.5	-4.6	4.9	8.1	-0.7	3.4
Haïti	-16.4	-19.6	0.2	-1.0	0.4	-0.2	0.5	-1.2
Honduras	-14.2	-13.7	-3.7	-3.4	7.7	3.3	4.0	-0.1
Mexique	-1.5	-1.8	-3.0	-3.1	3.9	4.3	0.9	1.2
Nicaragua	-54.0	-43.3	-49.4	-38.3	45.3	30.2	-4.1	-8.1
Panama	-8.4	-5.7	-14.4	-9.3	12.8	6.0	-1.5	-3.3
Paraguay	-3.8	-7.2	-1.1	-4.2	-2.9	-0.6	-4.0	-4.8
Pérou	-2.3	-1.9	-3.5	-3.0	2.0	2.8	-1.5	-0.2
République dominicaine	-7.5	-10.8	-2.5	-6.4	3.4	5.1	0.9	-1.3
Uruguay	-2.2	-2.3	-2.6	-3.1	2.7	3.9	0.1	0.9
Venezuela	5.0	12.2	3.6	11.1	-2.6	-6.3	1.0	4.8

Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels et du Fonds monétaire international.

^a Estimations sur la base de chiffres en dollars aux prix courants.

^b Comprend les erreurs et omissions.

^c Chiffres préliminaires.

Tableau A-14
L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES: MONTANTS DÉCAISSÉS
DE LA DETTE EXTÉRIEURE BRUTE ^a
(Millions de dollars)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 ^b
Amérique latine et les Caraïbes	484 194	528 030	564 821	617 947	638 878	664 150	744 905	759 328	737 700
Argentine	62 766	72 209	85 656	98 547	109 756	125 091	141 943	145 955	147 667
Bolivie ^c	3 784	3 777	4 216	4 523	4 366	4 234	4 390	4 327	4 249
Brésil	135 949	145 726	148 295	159 256	179 935	199 998	241 644	241 468	236 151
Chili	18 964	19 665	21 768	21 736	22 979	26 701	31 691	34 167	36 837
Colombie	17 277	18 908	21 855	24 928	29 513	32 036	33 895	33 626	33 264
Costa Rica	4 056	4 011	4 133	4 209	3 663	3 489	3 744	3 950	4 050
Cuba	6 400	8 785	9 083	10 504	10 465	10 146	11 200	11 040	11 100
Equateur	12 795	13 631	14 589	13 934	14 586	15 099	16 400	16 282	13 564
El Salvador ^c	2 343	1 976	2 056	2 168	2 517	2 689	2 646	2 789	2 795
Guatemala	2 520	2 347	2 895	2 947	3 026	3 197	3 618	3 831	3 929
Guyana	2 054	2 062	2 004	2 058	1 537	1 514	1 500	1 196	1 250
Haïti ^c	873	866	875	898	914	1 025	1 100	1 166	1 170
Honduras	3 538	3 850	4 040	4 243	4 121	4 073	4 404	4 723	4 665
Jamaïque	3 678	3 687	3 652	3 452	3 232	3 278	3 300	3 050	3 200
Mexique ^d	116 500	130 500	139 800	165 600	157 200	149 028	160 258	166 381	148 780
Nicaragua ^c	10 792	10 987	11 695	10 248	6 094	6 001	6 287	6 549	6 660
Panama ^c	3 548	5 264	5 505	5 891	5 070	5 051	5 180	5 568	5 604
Paraguay	1 279	1 254	1 271	1 579	1 614	1 660	1 817	2 373	2 491
Pérou	26 612	27 447	30 191	33 378	33 805	28 642	29 477	27 966	27 745
République dominicaine	4 413	4 562	3 946	3 999	3 807	3 572	3 537	3 636	3 676
Trinité-et-Tobago	2 215	2 102	2 064	1 905	1 876	1 541	1 430	1 511	1 550
Uruguay ^c	3 392	3 578	4 251	4 426	4 682	4 754	5 195	5 178	5 759
Venezuela	38 447	40 836	40 981	37 519	34 120	31 330	30 250	32 596	31 545

Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

^a Comprend la dette auprès du Fonds monétaire international.

^b Chiffres préliminaires.

^c Concerne la dette extérieure publique.

^d N'inclut pas l'investissement en titres gouvernementaux des non-résidents.